

# **Trousse n° 1a**

## **Introduire une instance en matière familiale**

### **Trousse d'aide personnelle**

- Parentage
- Pension alimentaire pour enfants
- Pension alimentaire matrimoniale
- Partage des biens
- Divorce

Vous pouvez utiliser la présente trousse pour entamer une demande par l'intermédiaire de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan pour régler toute question susmentionnée.

Si l'enfant issu de la relation réside dans une autre province, il se peut que vous ne puissiez pas utiliser cette trousse pour régler les problèmes relatifs au parentage.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à communiquer avec le :

**Centre d'information sur le droit de la famille**

1-888-218-2822 (poste 2)

306-787-5837

[familylaw@gov.sk.ca](mailto:familylaw@gov.sk.ca)

\*La présente trousse d'aide personnelle ne vise pas à remplacer les conseils juridiques professionnels. Celle-ci n'aborde pas toutes les situations possibles ni ne couvre tous les domaines de la législation applicable. L'utilisation de cette trousse est entièrement à vos risques. Le processus judiciaire peut être complexe et c'est pourquoi ***il est recommandé que vous consultiez un avocat*** avant de déposer des documents auprès de la Cour et de vous présenter devant le tribunal.

2021-06-04

## TABLE DES MATIÈRES

I.	Est-ce que la présente trousse s'adresse à moi? -----	3
II.	Lois pertinentes-----	5
III.	Options de résolution des conflits -----	6
IV.	Ai-je besoin d'un avocat?-----	7
V.	Étapes préliminaires-----	8
VI.	Remplir les formules-----	9
VII.	Émettre la Requête -----	13
VIII.	Signifier des documents -----	14
IX.	Recevoir une réponse-----	15
X.	Prochaines étapes -----	15

## LISTE DE VÉRIFICATION

Liste de vérification-----	17
Centres judiciaires en Saskatchewan -----	18

## FORMULES (en annexe)

Requête — Formule 15-16-----	19
État financier — Formule 15-47-----	31
État des biens — Formule 15-49-----	49
Avis prescrivant le dépôt d'un État financier — Formule 15-51-----	56
Affidavit de signification à personne — Formule 15-8A -----	58

## **I. Est-ce que la présente trousse s'adresse à moi?**

La présente trousse contient les formules et les directives nécessaires pour introduire une instance en matière familiale et ouvrir un dossier à la Cour du Banc de la Reine. Une fois que vous aurez rempli cette trousse, vous pouvez utiliser d'autres trousseaux disponibles au Centre d'information sur le droit de la famille pour demander une ordonnance de la Cour ou régler des dossiers hors cour.

La présente trousse vous permet de présenter une demande à la Cour quant à l'un ou plusieurs des éléments suivants :

### **a) Divorce**

Vous pouvez utiliser cette trousse pour faire une demande de divorce. Un divorce consiste à mettre un terme à un mariage de façon légale.

Vous ou votre époux ou épouse devez avoir résidé en Saskatchewan pendant au moins un an avant le dépôt de la demande de divorce. Ni vous ni votre époux ou épouse ne peut faire une demande de divorce en Saskatchewan avant que l'une des deux parties ait résidé dans la province pendant au moins un an.

Après avoir déposé votre Requête en divorce, le personnel du bureau du registraire local communique avec le Bureau d'enregistrement des actions en divorce à Ottawa et demande un certificat confirmant qu'il n'existe pas d'autre demande de divorce entre vous et votre époux ou épouse ailleurs au Canada (un certificat de mise à jour). Le Bureau d'enregistrement conserve les dossiers concernant tous les divorces au Canada. Un tribunal ne peut prononcer de divorce à moins d'avoir reçu un certificat de mise à jour. Si une autre action en divorce est en cours, vous ne pouvez pas utiliser la présente trousse pour faire une demande de divorce.

Vous devez avoir des motifs ou des raisons pour demander à un tribunal de prononcer un divorce. La *Loi sur le divorce* stipule qu'un tribunal peut prononcer un divorce pour l'un des motifs suivants :

- les époux ont vécu séparément pendant au moins un an;
- l'adultère;
- la cruauté physique ou mentale.

La plupart des personnes font une demande de divorce en la justifiant par une séparation. Vous et votre époux ou épouse devez avoir vécu séparément pendant au moins un an avant de pouvoir demander un jugement de divorce. Vous pouvez demander d'obtenir une Requête en divorce avant d'avoir vécu séparément pendant une année complète, à condition que vous viviez séparément lorsque la Requête est déposée. Toutefois, le jugement de divorce ne sera pas accordé avant que l'année se soit écoulée.

Il se peut que l'obtention d'un divorce ne soit pas la principale raison pour laquelle vous déposez votre demande auprès du tribunal à ce moment. Toutefois, si vous prévoyez obtenir un divorce ultérieurement en raison de votre séparation actuelle, vous pourriez souhaiter présenter une demande de divorce maintenant, de sorte que vous n'ayez pas besoin de modifier votre Requête plus tard pour y inclure une demande de divorce.

## **b) Parentage (responsabilité décisionnelle et temps parental)**

Vous pouvez utiliser cette trousse pour présenter une demande d'ordonnance parentale. Dans le passé, les termes « garde » et « accès » faisaient partie de la terminologie relative au parentage. Ces termes ont été remplacés par ceux-ci :

« Responsabilité décisionnelle » : la responsabilité de prendre des décisions importantes concernant le bien-être personnel d'un enfant, comme des décisions liées à la santé, à l'éducation, à la culture, à la langue, à la religion et à la spiritualité, ainsi qu'à des activités parascolaires majeures.

« Temps parental » : période pendant laquelle l'enfant est confié aux soins d'une personne en vertu d'une ordonnance ou d'une entente, que l'enfant soit ou non physiquement avec cette personne au cours de la période.

La présente trousse vous permet de déposer une demande pour que la Cour détermine la responsabilité décisionnelle et/ou le temps parental. Toutefois, le recours aux tribunaux n'est pas la seule façon de prendre des arrangements parentaux. Vous pouvez également négocier les modalités d'une entente pour déterminer ces arrangements. Consultez la **partie III — Résolution des conflits** pour obtenir de plus amples renseignements.

## **c) Pension alimentaire pour enfants**

Vous pouvez utiliser cette trousse pour faire une demande de pension alimentaire pour enfants. Si vous présentez une demande de pension alimentaire pour enfants, vous devrez probablement remplir l'État financier qui est inclus dans la présente trousse.

Vous trouverez de plus amples renseignements généraux concernant la pension alimentaire pour enfants à : <http://www.justice.gc.ca/fra/df-fl/enfant-child/index.html>.

Si la pension alimentaire pour enfants est la seule mesure réparatoire que vous demandez et que l'autre partie (l'intimée) réside à l'extérieur de la Saskatchewan, elle peut demander à ce que l'affaire soit convertie en demande d'exécution réciproque de pension alimentaire. Dans ce cas, vous pouvez également choisir de déposer une demande d'exécution réciproque de pension alimentaire. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce processus, consultez l'adresse suivante (en anglais) : <https://www.saskatchewan.ca/bonjour/legal-services/separation-or-divorce/child-support/general-information-on-child-support/parents-living-outside-saskatchewan>.

## **d) Pension alimentaire matrimoniale**

Vous pouvez utiliser cette trousse pour présenter une demande de pension alimentaire matrimoniale. Une pension alimentaire matrimoniale est une somme versée par l'un des époux à l'autre à la suite d'une séparation ou d'un divorce. On l'appelle parfois « aliments matrimoniaux » ou « prestation alimentaire ». De nombreux facteurs peuvent avoir une incidence lorsque vient le temps de déterminer si un conjoint marié ou un conjoint de fait a droit à une pension alimentaire matrimoniale et le montant de celle-ci.

Il existe des lignes directrices facultatives qui peuvent être utiles pour prédire l'échelle des montants possibles de la pension alimentaire matrimoniale. Vous trouverez de plus amples

renseignements sur ces lignes directrices au lien suivant : <http://www.justice.gc.ca/fra/df-fl/epoux-spousal/ldfpae-ssag.html>.

Vous trouverez aussi un outil en ligne de calcul de la pension alimentaire pour enfants et de la pension matrimoniale (en anglais) à : <http://www.mysupportcalculator.ca/#SupportCalculator>.

À l'instar de la pension alimentaire pour enfants, si la pension alimentaire matrimoniale est la seule mesure réparatoire que vous demandez et que l'autre partie (l'intimée) réside à l'extérieur de la Saskatchewan, il est possible que l'affaire soit convertie en demande d'exécution réciproque de pension alimentaire.

### e) Partage des biens

Vous pouvez utiliser la présente trousse pour présenter une demande de partage des biens familiaux après la séparation si vous étiez marié ou en union de fait.

Si vous étiez en union de fait, une demande de partage des biens familiaux doit être déposée dans un délai de 24 mois après la fin de la cohabitation.

## II. Lois pertinentes

Vous avez la responsabilité de lire et de comprendre les lois qui s'appliquent à votre situation. Vous devriez vous familiariser avec les articles pertinents des textes législatifs suivants :

- **La Loi sur le divorce** s'applique aux couples mariés. Si vous êtes marié et que vous souhaitez obtenir un divorce, une ordonnance parentale, une pension alimentaire pour enfants ou une pension alimentaire matrimoniale, vous pouvez présenter ces demandes en vertu de la *Loi sur le divorce*.  
<http://laws.justice.gc.ca/fra/lois/D-3.4/index.html>
- **La Loi de 2020 sur le droit de l'enfance** doit être utilisée si vous demandez une ordonnance parentale et n'étiez pas marié à l'autre parent. Les parents mariés peuvent également demander une ordonnance parentale en vertu de cette loi.  
<https://publications.saskatchewan.ca/#/products/111939>
- **La Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales** doit être utilisée si vous n'êtes pas marié et présentez une demande de pension alimentaire pour enfants ou de pension alimentaire matrimoniale. Les parents mariés peuvent également demander une pension alimentaire en vertu de cette loi.  
<http://www.publications.gov.sk.ca/details.cfm?p=2461>
- **La Loi sur les biens familiaux** est celle qui s'applique à toutes les demandes de partage des biens familiaux.  
<https://publications.saskatchewan.ca/#/products/2462>

Si vous décidez de vous représenter vous-même en cour, il vous incombe également de connaître les *Règles de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan* (plus

particulièrement la partie 15 des *Règles* qui aborde les instances en matière familiale). Vous trouverez ces renseignements sur le site Web de Publications Saskatchewan : <http://www.publications.gov.sk.ca/freelaw/>.

### **III. Options de résolution des conflits**

Lorsqu'une personne vit un différend concernant le droit familial, il y a souvent de nombreuses questions à résoudre. Les couples qui se séparent peuvent résoudre ces problèmes soit en parvenant à une entente ou en demandant à un tribunal de trancher. Il existe plusieurs options de résolution précoce des conflits pour aider les personnes qui souhaitent tenter de parvenir à une entente avant de se présenter devant les tribunaux.

Dans certains endroits, les parties qui souhaitent présenter une demande auprès d'un tribunal de la famille pour obtenir une ordonnance doivent d'abord tenter d'utiliser un processus de résolution précoce des conflits avant que le tribunal ne tranche l'une de leurs questions. Dans les endroits où la résolution précoce des conflits est obligatoire, l'obligation de recourir à un processus extrajudiciaire de résolution des conflits est déclenchée si la partie intimée dépose une « Réponse et requête reconventionnelle » contestant l'une des questions abordées dans votre Requête.

Si votre affaire porte sur la violence familiale, l'enlèvement d'un enfant ou toute autre urgence, vous pouvez demander une exemption de cette exigence.

Dans les régions de la province où ce processus n'est pas encore obligatoire, les familles sont toujours encouragées à recourir à un processus extrajudiciaire de résolution des conflits.

À l'heure actuelle, les options possibles pour la résolution précoce des conflits sont les suivantes :

- Processus de droit collaboratif (en anglais) : Le droit collaboratif fait participer les parties et leurs avocats à la signature d'une entente signifiant qu'ils travailleront ensemble et négocieront de bonne foi pour parvenir à un règlement sur toutes les questions. Si les négociations échouent et que l'une des parties, ou les deux veut se présenter devant un tribunal, les parties doivent engager des avocats différents.
- Arbitrage familial (en anglais) : Un arbitre en droit de la famille joue un rôle semblable à celui d'un juge. Il est en mesure de prendre des décisions exécutoires pour régler les différends en matière de droit familial au moyen de processus plus informels que ceux du tribunal. L'arbitre en droit de la famille prend des décisions conformément au droit de la famille de la Saskatchewan. Parfois, il utilise une combinaison de différents processus de résolution des conflits, notamment la négociation, la médiation et l'arbitrage.
- Médiation familiale (en anglais) : Les médiateurs familiaux aident les parties à résoudre leurs problèmes familiaux et à trouver des solutions au moyen d'un processus de résolution de problèmes fondé sur la satisfaction des parties.
- Coordination de parentage (en anglais) : Un coordonnateur de parentage peut aider les parties à régler les conflits concernant des ententes et des ordonnances

parentales existantes à l'égard, par exemple, du temps parental pendant les vacances d'été. Les coordonnateurs de parentage connaissent bien les stades de développement et la santé mentale des enfants et aident les parents à se concentrer sur les besoins de leurs enfants tout en réglant les différends. Les coordonnateurs de parentage ne créent ni ne modifient les arrangements parentaux.

Il est recommandé de demander aux fournisseurs de services potentiels la manière dont fonctionne leur processus de résolution des conflits, la participation qu'ils attendent de vous et le coût du service. Des options peu coûteuses sont offertes pour les familles qui sont dans l'obligation de recourir à la résolution précoce des conflits. Écrivez à [earlyfamilyresolution@gov.sk.ca](mailto:earlyfamilyresolution@gov.sk.ca) pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet.

Pour en savoir plus sur la résolution précoce des conflits et pour savoir si ce processus est obligatoire dans votre région, consultez la page suivante (en anglais) : <https://www.saskatchewan.ca/residents/births-deaths-marriages-and-divorces/separation-or-divorce/early-family-dispute-resolution>.

#### IV. Ai-je besoin d'un avocat?

Vous avez le droit de vous présenter en cour sans avocat. Toutefois, vous devez savoir que vous y serez traité de la même façon que si vous en aviez un. Ne vous attendez pas à être traité de façon différente parce que vous n'avez pas d'avocat. Si vous ne connaissez pas et ne suivez pas les règles de la Cour, vous aurez à en subir les conséquences.

*Même si vous décidez ne pas recourir aux services d'un avocat pour vous représenter en cour, il serait tout de même judicieux d'en consulter un avant d'utiliser la présente trousse. Un avocat peut vous donner des conseils à propos de la loi, vous aider à évaluer vos chances de réussite et vous indiquer quel serait le coût de la présentation d'une demande de nature judiciaire si vous décidez de recourir aux services d'un avocat. Un avocat vous demandera possiblement de le rémunérer pour ses conseils.*

Vous pouvez appeler le **Centre d'information sur le droit de la famille** (1-888-218-2822, poste 2) afin d'obtenir des renseignements juridiques généraux ou de l'aide avec cette trousse d'aide personnelle. Le Centre ne fournit pas de conseils juridiques ni l'aiguillage vers des cabinets d'avocats ou des avocats particuliers. Un ami ou un membre de la famille peut être une bonne source de recommandation pour trouver un avocat. Lorsque vous cherchez un avocat, vous pouvez également utiliser la fonction « Find-a-Lawyer » (trouver un avocat) sur le site Web (en anglais) du Barreau de la Saskatchewan (Law Society of Saskatchewan) à l'adresse suivante : <http://www.lawsociety.sk.ca/>. Cette fonction vous permettra d'effectuer des recherches par ville, secteur d'activité, langues parlées et historique des procédures disciplinaires.

Si vous avez un faible revenu ou que vous n'en avez pas du tout, vous pourriez être admissible à l'**aide juridique**. Consultez votre bottin téléphonique pour trouver le bureau de la Commission de l'aide juridique de la Saskatchewan (Saskatchewan Legal Aid Commission) le plus près de chez vous ou visitez leur site Web (en anglais) : <http://www.legalaid.sk.ca/>.

**Pro Bono Law Saskatchewan (PBLs)** est un organisme qui coordonne les services juridiques gratuits offerts aux personnes à faible revenu. Pour les affaires de droit de la famille, les personnes admissibles peuvent recevoir des conseils juridiques. Toutefois, aucune représentation juridique complète n'est fournie. Vous pouvez en savoir plus à propos de leurs

programmes en composant le 1-855-833-7257 ou consultant leur site Web (en anglais) : <http://www.pblsask.ca/>.

La **Public Legal Education Association** (PLEA) de la Saskatchewan peut aussi vous fournir des renseignements juridiques. Vous pouvez visiter leur site Web spécialisé sur le droit familial (en anglais) afin de créer électroniquement vos propres formules de tribunaux, ou pour obtenir des renseignements supplémentaires au : <https://familylaw.plea.org/>.

## V. Étapes préliminaires

### a) Dois-je suivre des cours ou assister à des séances d'information avant de commencer?

Une fois que l'instance en matière familiale est entamée, si vous décidez plus tard de demander une ordonnance provisoire au sujet des enfants (responsabilité décisionnelle, temps parental ou pension alimentaire pour enfants), alors vous devez vous inscrire à un cours intitulé « Cours sur le rôle parental après la séparation et le divorce » (Parenting after Separation and Divorce) avant que votre Requête devant la Cour soit entendue. Le cours est gratuit et est offert par les Services de justice à la famille. Vous devez vous inscrire au cours préalablement en composant un des numéros suivants :

- 1-888-218-2822, poste 1 (région du sud de la Saskatchewan)
- 1-877-964-5501 (régions du centre et du nord de la Saskatchewan)

Si vous présentez toute demande concernant des enfants, il est recommandé de vous inscrire au cours et de le suivre dès maintenant. Vous recevrez un certificat d'achèvement des Services de justice à la famille qui sera valide pendant deux ans. L'information qui y est fournie est très utile et peut vous aider à améliorer votre relation relativement à la coparentalité avec votre enfant et la partie intimée.

### b) Demande de divorce

Si vous entamez une procédure de divorce, vous aurez besoin d'un **certificat de mariage** ou d'un **certificat d'enregistrement de mariage**. Vous devez présenter votre certificat de mariage à la Cour lorsque vous déposez votre Requête en divorce. Si vous vous êtes marié en Saskatchewan, vous pouvez obtenir le certificat d'enregistrement de mariage auprès de :

eHealth Saskatchewan  
<http://www.ehealthsask.ca/vitalstats/>  
1-800-667-7551

Votre certificat original de mariage doit être rédigé dans l'une des deux langues officielles du Canada, soit l'anglais ou le français. Si votre certificat de mariage est rédigé dans une autre langue, vous devez fournir une traduction du document accompagnée d'un affidavit ou d'une certification attestant la traduction.



### c) Comment remplir les formules de la présente trousse?

Vous pouvez remplir les formules soit à l'encre sur papier, soit en format électronique en inscrivant les renseignements dans les modèles de formule joints à la présente trousse. Les documents doivent être présentés de façon soignée de sorte que les membres de la Cour et la partie intimée puissent les lire.

Que vous remplissiez ces formules en format électronique ou sur papier, vous devriez conserver un original vierge de façon à pouvoir l'utiliser en cas d'erreurs sans avoir à demander de nouvelles formules.

Sachez que ces documents seront longs à remplir. Vous ne serez probablement pas en mesure de remplir tous ces documents en une seule fois. Lisez attentivement les instructions et faites de votre mieux.

Si vous avez des questions, vous pouvez communiquer avec le :

**Centre d'information sur le droit de la famille**

306-787-5837 ou 1-888-218-2822 (poste 2)

[familylaw@gov.sk.ca](mailto:familylaw@gov.sk.ca)

Les membres du personnel du Centre d'information sur le droit de la famille ne peuvent vous donner des conseils juridiques ou se présenter en cour en votre nom. *Avant de communiquer avec eux, lisez attentivement la présente trousse du début à la fin.* Ni le personnel du Centre ni le personnel de la Cour ne peut remplir cette trousse pour vous.

## VI. Remplir les formules

### a) Requête — Formule 15-16

Une requête est un document qui ouvre un dossier à la Cour du Banc de la Reine. Ce document indique toutes les questions qui pourraient devoir être tranchées. Si l'une des deux parties a déposé précédemment une requête auprès de la Cour du Banc de la Reine, il n'est pas nécessaire que vous prépariez une nouvelle requête. Si vous avez déjà un dossier de la Cour ouvert, vous pouvez demander une ordonnance provisoire en utilisant une autre trousse.

*Tous les documents doivent être présentés de façon soignée, qu'ils soient dactylographiés ou remplis en caractères d'imprimerie à l'encre. Toute suppression faite à des documents judiciaires doit être faite avec une règle et la modification doit être paraphée. Si vous remplissez les formulaires sous forme électronique, vous pourriez être en mesure de supprimer les portions des formulaires qui ne s'appliquent pas. Vous devriez sauvegarder les documents originaux avant d'apporter de telles modifications.*

Prenez le document « Requête » dans la présente trousse. Lorsque vous déposerez ce document auprès de la Cour, vous obtiendrez un numéro de dossier. Vous êtes le requérant et l'autre partie est l'intimée. Inscrivez le nom de la ville où vous déposerez votre Requête (centre judiciaire).

Une fois que vous aurez rempli la Requête, le registraire local de la Cour du Banc de la Reine signera le document et apposera un sceau au bas de la deuxième page du document. Il vous donnera également un numéro de dossier à inscrire au haut de la première page.

### ***i. Demande***

Dans cette section de la Requête, vous devez indiquer à la Cour quelle est la réparation que vous sollicitez. Il est important de faire une demande pour chaque réparation que vous pensez solliciter ultérieurement, même si vous n'avez pas l'intention de le faire immédiatement. Si vous omettez de présenter une demande à cette étape, vous devrez peut-être revenir en arrière et tenter de faire modifier la Requête à une date ultérieure, ce qui peut être un processus difficile.

Si vous êtes **marié**, vous sélectionnerez des demandes pour la responsabilité décisionnelle, le temps parental, la pension alimentaire pour enfants et/ou la pension alimentaire matrimoniale à partir des choix prévus en vertu de la *Loi sur le divorce*. Si vous pensez qu'il est possible ultérieurement que vous demandiez à la Cour de prononcer votre divorce, vous devez cocher l'option « divorce » ici. Cela ne signifie pas que vous demandez que le divorce soit prononcé maintenant, mais plutôt que vous pourriez demander un divorce à une date ultérieure.

Si vous n'êtes **pas marié** avec la partie intimée, alors vous devrez choisir les options relatives à la responsabilité décisionnelle et au temps parental en vertu de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance* et les options relatives à la pension alimentaire pour enfants et à la pension alimentaire matrimoniale en vertu de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*.

Si vous avez des biens à partager, vous sélectionnerez les options en vertu de la *Loi sur les biens familiaux*.

### ***ii. Précisions sur l'échec du mariage***

Remplissez les paragraphes 2 à 7 si vous faites une demande de divorce.

Au paragraphe 3, vous devez indiquer les motifs juridiques du divorce. La séparation est le motif le plus courant de divorce. Si vous choisissez cette option, vous pouvez demander un jugement de divorce un an après votre date de séparation. Les deux autres options, soit la cruauté et l'adultère, sont moins courantes et peuvent être difficiles à établir.

Au paragraphe 4, sélectionnez la première option et indiquez la date de votre séparation, si vous avez choisi la séparation comme motif de divorce. Si vous avez choisi la cruauté ou l'adultère comme motif de divorce, sélectionnez « Autre » et fournissez des détails.

Le paragraphe 5 fait référence aux tentatives de réconciliation. À moins que vous et la partie intimée ayez repris la cohabitation pendant au moins 90 jours après la date de votre séparation initiale, vous pouvez sélectionner « Aucune ».

Si vous ne présentez pas une demande de divorce, vous pouvez supprimer ces paragraphes et passer au paragraphe 8.

### ***iii. Les autres parties de la Requête***

Continuez de remplir la Requête. S'il y a des paragraphes qui ne s'appliquent pas à vous, il y a peut-être une case à cocher vous permettant de l'indiquer. Si ce n'est pas le cas, à l'aide d'une règle, rayez ces paragraphes, ou supprimez-les.

Au paragraphe 43, sélectionnez l'option qui s'applique à vous. Si vous ne présentez pas de demande de pension alimentaire pour enfants ou de pension alimentaire matrimoniale, vous n'avez pas à remplir l'État financier.

Si vous souhaitez demander une ordonnance parentale en vertu de la *Loi sur le divorce*, vous devez remplir la section Déclaration du requérant de l'ordonnance parentale demandée en vertu de la *Loi sur le divorce*. Assurez-vous de lire les articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* (qui sont inclus dans la note d'information sous la déclaration) avant de signer. Si cette exigence ne s'applique pas à vous, cette section peut être rayée ou supprimée.

Vous devez également remplir les champs réservés à l'adresse aux fins de signification à la fin du document. Il est important de noter que cette adresse figurera sur des documents communiqués à la partie intimée. De nombreuses personnes utilisent l'adresse de leur domicile, mais si vous ne voulez pas que la partie intimée connaisse l'adresse de votre domicile pour des raisons de sécurité, vous pouvez inscrire toute adresse au Canada, pour autant que vous pouvez y récupérer la correspondance liée à votre dossier. Si l'adresse doit être modifiée, vous devez communiquer avec la Cour du Banc de la Reine afin de fournir une adresse à jour.

Lorsque vous aurez rempli le document, faites-en au moins deux photocopies et signez les trois exemplaires. Prenez soin d'indiquer le nom de la ville ou du village où vous avez signé le document et la date à laquelle vous l'avez signé.

#### **b) État financier — Formule 15-47**

Si votre Requête comprend une demande de pension alimentaire pour enfants ou de pension alimentaire matrimoniale, vous devrez remplir un état financier. Pour ce faire, vous trouverez une formule dans la présente trousse intitulée État financier.

Commencez en remplissant la partie supérieure de la première page de l'État financier de la même manière que lorsque vous avez rempli la Requête. Laissez vide le champ réservé au numéro du dossier. Le registraire local vous donnera un numéro de dossier lorsque vous déposerez la Requête.

Aux paragraphes 1 à 3, cochez l'une des deux options. Si vous prévoyez des changements dans votre situation financière, choisissez la deuxième option et énumérez brièvement ces changements.

Sélectionnez les parties de la formule « État financier » qui s'appliquent à vous. Consultez la liste de vérification aux pages suivantes pour savoir quelles annexes vous devez remplir. La plupart des personnes n'ont pas à remplir toutes les sections de l'État financier.

***NE signez PAS l'État financier tout de suite. Une fois que le formulaire sera entièrement rempli, vous devrez le signer devant un commissaire aux serments qui vous demandera de jurer ou de certifier que l'information fournie dans l'État financier est exacte. Le commissaire aux serments remplira la section à la gauche de l'espace prévu pour votre signature.***

La déclaration à la deuxième page de l'État financier doit être remplie uniquement si, conformément à la *Loi sur les Indiens*, vos revenus sont non imposables et vous n'êtes pas

tenu de produire une déclaration de revenus et, par conséquent, vous n'avez pas produit de déclaration de revenus pour les trois dernières années.

Remplissez toutes les sections de la formule que vous devez remplir. Les sections qui ne s'appliquent pas à vous peuvent être supprimées ou laissées vides.

Les instructions pour chaque section sont présentées tout au long de la formule. Dans certaines parties, vous devrez joindre des documents. Assurez-vous de lire attentivement les instructions pour chaque section et de joindre tous les documents à l'appui demandés.

### **c) État des biens — Formule 15-49**

Si votre Requête comprend une demande de partage des biens, vous devrez remplir la formule intitulée État des biens. Lisez attentivement les instructions tout au long du document. Commencez en remplissant la partie supérieure de la première page de l'État des biens de la même manière que lorsque vous avez rempli la Requête. Laissez vide le champ réservé au numéro du dossier. Le registraire local vous donnera un numéro de dossier lorsque vous déposerez la Requête.

***NE signez PAS la première page de l'État des biens tout de suite. Une fois le document rempli, vous devrez signer la première page du formulaire devant un commissaire aux serments qui vous demandera de jurer ou de certifier que l'information fournie dans le document est exacte.***

L'État des biens traite de tous les biens et de toutes les dettes de chacune des parties. Il est possible que certaines parties du formulaire ne s'appliquent pas à vous. Si une section ne s'applique pas à vous, laissez-la vide.

Il est très important d'inscrire la liste complète de tous les actifs et tous les passifs autant que vous sachiez. Peu importe que l'actif ou le passif soit à votre nom ou au nom de la partie intimée, vous devriez tout inclure dans l'une des catégories de l'État des biens.

Si vous constatez ultérieurement que certains renseignements inscrits dans l'État des biens sont incorrects ou incomplets, ou si d'importants changements surviennent et rendent inexacte l'information fournie, vous DEVEZ le signaler à la partie intimée et soumettre à la Cour l'information exacte, ou fournir un nouvel État des biens comprenant l'information exacte accompagnée de tout document à l'appui.

**Dois-je signer l'État financier et l'État des biens devant un témoin?**

Vous devez signer l'État financier et l'État des biens devant un commissaire aux serments. Avant la signature de ces documents, le commissaire aux serments vous demandera si vous jurez ou affirmez solennellement que le contenu de l'État financier et de l'État des biens est vrai.

**En raison des restrictions liées à la COVID-19, le personnel de la Cour n'est actuellement pas en mesure d'assister à la signature de ces documents.**

Si vous êtes à Regina, le personnel du Centre d'information sur le droit de la famille peut agir à titre de témoin lors de la signature de vos documents. Composez le 1-888-218-2822, poste 2 ou envoyez un courriel à [familylaw@gov.sk.ca](mailto:familylaw@gov.sk.ca) pour prendre rendez-vous.

Vous pouvez également trouver des commissaires aux serments dans certaines entreprises comme les banques, les compagnies d'assurance et les cabinets d'avocats. Il est probable que vous ayez à payer des frais pour ce service.

**d) Avis prescrivant le dépôt d'un État financier — Formule 15-51**

C'est de cette façon que vous faites savoir à la partie intimée qu'elle doit préparer un État financier à l'aide de la formule 15-47. La partie intimée doit remplir un État financier si l'une des parties présente une demande de pension alimentaire pour enfants ou de pension alimentaire matrimoniale.

La partie intimée devrait fournir la formule remplie dans les 30 jours après avoir reçu vos documents, à moins qu'elle ait besoin de plus de temps pour préparer l'État financier et obtenir les documents qui doivent être joints à la formule.

**VII. Émettre la Requête**

Vous devrez maintenant vous rendre à la Cour du Banc de la Reine la plus près de chez vous pour introduire (déposer) votre Requête. Vous trouverez dans la présente trousse une liste de tous les emplacements de la Cour. Le registraire local à la Cour vous demandera :

- a) des frais de 200 \$ (ou de 300 \$ si vous faites une demande de divorce);
- b) trois copies de la Requête;
- c) trois copies de votre État financier (si vous demandez une pension alimentaire pour enfants ou une pension alimentaire matrimoniale);
- d) trois copies de votre État des biens (si vous demandez un partage des biens);
- e) votre certificat de mariage (si vous demandez un divorce).

En raison des restrictions liées à la COVID-19, les documents doivent être déposés à un point de dépôt situé à l'intérieur du palais de justice. Tous les documents doivent être placés dans une enveloppe. L'extérieur de l'enveloppe doit être clairement étiqueté avec votre nom et un numéro de téléphone auquel on peut vous joindre. Le personnel de la Cour communiquera avec vous à ce numéro de téléphone afin de prendre les dispositions pour le paiement des frais. Vous pourrez récupérer votre Requête émise au palais de justice un ou deux jours plus tard.

Le registraire local mettra au dossier une copie de vos documents et il vous donnera un numéro de dossier. Ce numéro devra être inscrit sur tous les futurs documents de la Cour que vous préparerez.

## VIII. Signifier des documents

Lorsque vous aurez rempli les formulaires requis et que votre Requête aura été émise par la Cour, vous devrez faire signifier vos documents à la partie intimée. Autrement dit, quelqu'un devra donner une copie de tous les documents à la partie intimée.

*Rappel : Vous devriez conserver une copie de tous les documents pour vos dossiers personnels.*

Une Requête peut être signifiée par tout adulte autre que la partie requérante. La personne « signifiant » les documents devrait remettre les documents à la partie intimée. Si la partie intimée refuse d'accepter les documents, la personne devrait déposer les documents devant elle et l'aviser qu'une Requête (relative au divorce, au parentage, à une pension alimentaire, etc.) lui est signifiée.

Vous pouvez faire signifier à la partie intimée vos documents judiciaires de diverses façons :

- Vous pouvez embaucher un huissier professionnel. Vous pouvez trouver les coordonnées d'un huissier en ligne ou dans l'annuaire téléphonique. Les huissiers vous imposeront des frais pour ce travail.
- Vous pouvez demander à un autre adulte de donner les documents à la partie intimée. Cette personne doit connaître ou être en mesure d'identifier la partie intimée ou bien d'obtenir une preuve d'identité. Vous pouvez demander à un ami ou à un parent de faire cela.
- Vous pouvez demander à un shérif de signifier les documents. Des shérifs sont en poste partout où siège la Cour du Banc de la Reine. Des frais sont exigés pour obtenir ce service. Vous pouvez trouver un shérif dans les pages bleues de votre annuaire téléphonique dans la section sur les tribunaux : « Courts ».

### a) Échéances à respecter concernant la signification de documents

Votre Requête doit être signifiée dans un délai de six mois après avoir été émise par le bureau du registraire local. Si plus de six mois se sont écoulés, vous pouvez présenter une demande pour prolonger ce délai.

### b) Prouver que les documents ont été signifiés

Pour toute procédure judiciaire, le tribunal doit savoir si la partie intimée a reçu une copie de tous les documents avant d'entamer les prochaines étapes. La personne qui signifie les documents doit déposer un **Affidavit de signification à personne établi à l'aide de la formule 15-8A** et le signer devant un commissaire aux serments. Une copie de cette formule est incluse dans la présente trousse. Une fois préparé, l'affidavit doit être déposé au tribunal. Si vous avez de la difficulté à faire signifier les documents à la partie intimée, vous pouvez

communiquer avec le Centre d'information sur le droit de la famille pour discuter de vos options.

## **IX. Recevoir une réponse**

Après qu'une Requête a été signifiée à la partie intimée, plusieurs scénarios différents peuvent se produire, notamment :

- la partie intimée pourrait accepter ce que vous avez demandé dans la Requête;
- la partie intimée pourrait refuser ce que vous avez demandé dans la Requête;
- la partie intimée pourrait tenter de négocier une entente afin de régler les questions soulevées dans la Requête;
- vous et la partie intimée pourriez accepter d'essayer l'une des options décrites à la section sur la résolution précoce des conflits de la présente trousse;
- la partie intimée pourrait retenir les services d'un avocat pour communiquer avec vous et régler les questions soulevées dans la Requête (et pourrait soulever d'autres questions).

### **a) Que dois-je faire si la partie intimée me signifie d'autres formulaires?**

Une fois que la partie intimée a lu les documents que vous lui avez signifiés, elle peut répondre par un document appelé « Réponse ». La partie intimée peut également vous signifier une « Réponse et requête reconventionnelle » si elle souhaite soulever une autre question. La présente trousse ne couvre pas tous les scénarios possibles. Les documents de la partie intimée vous donneront une indication quant à ce que vous devez faire pour répondre à tout document qui vous est signifié.

En cas de doute, vous devriez consulter les *Règles de la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan*, parler à un avocat ou communiquer avec le Centre d'information sur le droit de la famille.

### **b) Que dois-je faire si la partie intimée est en accord avec ce que je demande dans ma Requête?**

Il se peut que la partie intimée et vous-même ayez discuté des questions abordées dans votre Requête. Si, à tout moment, vous et la partie intimée êtes en mesure de vous entendre sur ces questions, vous et la partie intimée pouvez préparer une entente ou des ordonnances par consentement pour régler ces questions.

### **c) Que faire si la partie intimée demande un délai pour préparer sa réponse?**

La partie intimée ou son avocat peut communiquer avec vous pour demander un délai pour préparer sa réponse. Il est pratique courante d'être raisonnable lorsqu'on reçoit ces demandes. Vous pouvez négocier le délai que vous accorderez à la partie intimée pour répondre.

## **X. Prochaines étapes**

Après que la Requête a été signifiée à la partie intimée, et en supposant que la partie intimée a déposé une Réponse (et peut-être une requête reconventionnelle), si vous êtes

dans un endroit où la résolution précoce des conflits est obligatoire, vous devriez alors évaluer vos options :

<https://www.saskatchewan.ca/bonjour/legal-services/separation-or-divorce/early-family-dispute-resolution>.

Si vous n'êtes pas dans un endroit où la résolution précoce des conflits est obligatoire, vous pouvez tout de même envisager les options décrites à l'adresse ci-dessus.

Si vous n'êtes pas en mesure de résoudre les conflits, vous pourriez maintenant envisager de présenter une demande d'ordonnance provisoire. Le Centre d'information sur le droit de la famille dispose d'une trousse d'aide personnelle distincte comprenant les formulaires qui peuvent être utilisés à cette fin.

Pour toute question, vous pouvez communiquer avec le :

**Centre d'information sur le droit de la famille**

306-787-5837 ou 1-888-218-2822 (poste 2)

[familylaw@gov.sk.ca](mailto:familylaw@gov.sk.ca)

3085, rue Albert, bureau 323  
REGINA SK S4S 0B1

Les membres du personnel du Centre d'information sur le droit de la famille ne peuvent vous donner des conseils juridiques ou se présenter en cour en votre nom. *Avant de communiquer avec eux, lisez attentivement la présente trousse du début à la fin.* N'oubliez pas que ni le personnel du Centre ni le personnel de la Cour ne peut remplir cette trousse pour vous.



## XI. LISTE DE VÉRIFICATION

- ☐ Vous devez lire l'ensemble des instructions relatives à la présente trousse.
- ☐ Vous devez obtenir un certificat de mariage auprès du bureau des statistiques de l'état civil (si vous demandez le divorce).
- ☐ Vous devez remplir ces documents :
  - **Requête — Formule 15-16**
  - **État financier — Formule 15-47** et **Avis prescrivant le dépôt d'un État financier — Formule 15-51** (si vous demandez une pension alimentaire pour enfants ou une pension alimentaire matrimoniale)
  - **État des biens — Formule 15-49** (si vous demandez un partage des biens)
- ☐ Vous devez apporter les éléments suivants au bureau du registraire local de la Cour du Banc de la Reine où vous déposez votre Requête (vous trouverez les adresses à la page suivante) :
  - 200 \$ pour le dépôt de votre Requête (ou 300 \$ si vous demandez un divorce);
  - trois copies de la Requête;
  - trois copies de votre État financier et/ou de l'État des biens (s'il y a lieu);
  - votre certificat de mariage (s'il y a lieu).
- ☐ Une fois la Requête émise, vous devez signifier l'ensemble complet des documents à la partie intimée dans les six mois suivant la date à laquelle la Requête a été émise (déposée) par la Cour.
- ☐ La personne ayant signifié les documents (tout adulte autre que la partie requérante) doit signer un Affidavit de signification devant un commissaire aux serments.
- ☐ Vous devez déposer l'**Affidavit de signification à personne – Formule 15-8A** signé auprès du bureau du registraire local de la Cour du Banc de la Reine (sans frais de dépôt).
- ☐ Déterminez l'option de résolution précoce des conflits que vous préféreriez utiliser.

## **XII. CENTRES JUDICIAIRES EN SASKATCHEWAN**

<https://sasklawcourts.ca/> (en anglais)

### **Battleford**

C.P. 340, 291-23<sup>rd</sup> Street West  
BATTLEFORD SK S0M 0E0  
Tél. : 306-446-7675  
Télec. : 306-446-7737

### **Regina**

2425, avenue Victoria  
REGINA SK S4P 3V7  
Tél. : 306-787-5377  
Télec. : 306-787-7217

### **Estevan**

1016 – 4<sup>th</sup> Street  
ESTEVAN SK S4A 0W5  
Tél. : 306-637-4527  
Télec. : 306-637-4536

### **Saskatoon**

520, Spadina Crescent East  
SASKATOON SK S7K 3G7  
Tél. : 306-933-5174  
Télec. : 306-975-4818

### **Melfort**

C.P. 6500, 409, rue Main  
MELFORT SK S0E 1A0  
Tél. : 306-752-6265  
Télec. : 306-752-6264

### **Swift Current**

121, rue Lorne Ouest  
SWIFT CURRENT SK S9H 0J4  
Tél. : 306-778-8400  
Télec. : 306-778-8581

### **Moose Jaw**

64, rue Ominica Ouest  
MOOSE JAW SK S6H 1W9  
Tél. : 306-694-3602  
Télec. : 306-694-3056

### **Yorkton**

29, rue Darlington Est  
YORKTON SK S3N 0C2  
Tél. : 306-786-1515  
Télec. : 306-786-1521

### **Prince Albert**

1800, avenue Central  
PRINCE ALBERT SK S6V 4W7  
Tél. : 306-953-3200  
Télec. : 306-953-3210

**Formule 15-16**  
(Règle 15-16)

NUMÉRO DE DOSSIER \_\_\_\_\_

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN  
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE \_\_\_\_\_

PARTIE REQUÉRANTE \_\_\_\_\_

PARTIE INTIMÉE \_\_\_\_\_

**REQUÊTE**

**AVIS À LA PARTIE INTIMÉE**

UNE POURSUITE JUDICIAIRE A ÉTÉ ENTAMÉE CONTRE VOUS. LA PARTIE REQUÉRANTE DEMANDE À LA COUR DE RENDRE UNE OU PLUSIEURS ORDONNANCES OU UN OU PLUSIEURS JUGEMENTS CONTRE VOUS, DONT LES DÉTAILS SONT ÉNONCÉS EN ANNEXE. SI VOUS N'ÊTES PAS D'ACCORD AVEC CE QUE LA PARTIE REQUÉRANTE DEMANDE, VOUS DEVEZ PRENDRE CERTAINES MESURES POUR VOUS ASSURER QUE LA COUR ENTENDE VOTRE POSITION. DE PLUS, VOUS POUVEZ DEMANDER À LA COUR DE RENDRE UNE OU PLUSIEURS ORDONNANCES OU UN OU PLUSIEURS JUGEMENTS EN VOTRE FAVEUR, CONTRE LA PARTIE REQUÉRANTE.

SI VOUS N'ÊTES PAS D'ACCORD AVEC CE QUE LA PARTIE REQUÉRANTE DEMANDE, OU SI VOUS DÉSIREZ FORMULER UNE DEMANDE CONTRE LA PARTIE REQUÉRANTE, VOUS DEVEZ SUIVRE CES ÉTAPES :

- VOUS OU VOTRE AVOCAT DEVEZ PRÉPARER UNE RÉPONSE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-19 OU UNE RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-20, EN SIGNIFIER UNE COPIE À LA PARTIE REQUÉRANTE OU À SON AVOCAT ET LA DÉPOSER AVEC PREUVE DE SA SIGNIFICATION À LA COUR. SI UNE RÉPARATION N'ÉTANT PAS DANS LA REQUÊTE EST DEMANDÉE DANS LA REQUÊTE RECONVENTIONNELLE, VOUS DEVEZ PRENDRE LES DISPOSITIONS NÉCESSAIRES POUR SIGNIFIER LA RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE DIRECTEMENT À LA PARTIE REQUÉRANTE, PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UNE TIERCE PARTIE (VOUS NE POUVEZ PAS LA SIGNIFIER VOUS-MÊME).
- LA RÉPONSE OU RÉPONSE ET REQUÊTE RECONVENTIONNELLE DOIT ÊTRE SIGNIFIÉE ET DÉPOSÉE (AVEC PREUVE DE SA SIGNIFICATION) À LA COUR :
  - a. SOIT DANS LES 30 JOURS QUI SUIVRONT LA SIGNIFICATION QUI VOUS SERA FAITE DE LA PRÉSENTE REQUÊTE, SI ELLE VOUS A ÉTÉ FAITE AU CANADA OU AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE;
  - b. SOIT DANS LES 60 JOURS QUI SUIVRONT LA SIGNIFICATION QUI VOUS SERA FAITE DE LA PRÉSENTE REQUÊTE, SI ELLE VOUS A ÉTÉ FAITE À L'EXTÉRIEUR DU CANADA OU DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

- SI VOUS OMETTEZ DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER UNE RÉPONSE, UN JUGEMENT OU UNE ORDONNANCE PEUT ÊTRE ACCORDÉ EN VOTRE ABSENCE ET SANS AUTRE PRÉAVIS CONCERNANT TOUTE DEMANDE FORMULÉE DANS LA PRÉSENTE REQUÊTE, Y COMPRIS UNE DEMANDE DE DISSOLUTION DE VOTRE MARIAGE ET DE PARTAGE DES BIENS ET VOUS POURRIEZ PERDRE VOTRE DROIT À UNE PENSION ALIMENTAIRE OU AU PARTAGE DES BIENS.
- AVANT DE SIGNIFIER ET DE DÉPOSER UNE RÉPONSE, VOUS POUVEZ SIGNIFIER ET DÉPOSER UN AVIS D'INTENTION DE RÉPONDRE ÉTABLI À L'AIDE DE LA FORMULE 15-19B. VOUS BÉNÉFICIEREZ ALORS D'UN DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE DE 10 JOURS POUR DÉPOSER ET SIGNIFIER VOTRE RÉPONSE.
- SI LA REQUÊTE CONTIENT UNE DEMANDE DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ENFANTS OU DE PENSION ALIMENTAIRE MATRIMONIALE, VOUS DEVEZ VOUS CONFORMER À L'AVIS PRESCRIVANT LE DÉPÔT D'UN ÉTAT FINANCIER QUI VOUS A ÉTÉ SIGNIFIÉ AVEC CETTE REQUÊTE. SI VOTRE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE CONTIENT UNE DEMANDE DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ENFANTS OU DE PENSION ALIMENTAIRE MATRIMONIALE, VOUS DEVEZ SIGNIFIER ET DÉPOSER UN ÉTAT FINANCIER ÉTABLI À L'AIDE DE LA FORMULE 15-47, SAUF DANS DES CIRCONSTANCES BIEN PRÉCISES.
- SI LA REQUÊTE OU VOTRE REQUÊTE RECONVENTIONNELLE COMPORTE UNE REVENDICATION DE BIENS, VOUS DEVEZ SIGNIFIER ET DÉPOSER À LA COUR UN ÉTAT DES BIENS ÉTABLI À L'AIDE DE LA FORMULE 15-49.
- SI LA REQUÊTE OU LA REQUÊTE RECONVENTIONNELLE COMPORTE UNE DEMANDE DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ENFANTS OU UNE DEMANDE CONCERNANT LE PARENTAGE, VOUS DEVEZ PARTICIPER À UN PROGRAMME D'ÉDUCATION PARENTALE, SAUF DANS DES CIRCONSTANCES PRÉCISES. SI VOUS OMETTEZ DE LE FAIRE, CELA PEUT AVOIR DE GRAVES CONSÉQUENCES SUR VOTRE AFFAIRE EN COUR. POUR PARTICIPER AU PROGRAMME D'ÉDUCATION PARENTALE, VOUS DEVEZ VOUS INSCRIRE AU MOINS DEUX JOURS À L'AVANCE PAR TÉLÉPHONE, SANS FRAIS AU 1-888-218-2822 (poste 1) [Regina] ou au 1-877-964-5501 [Saskatoon].
- SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA PRÉSENTE REQUÊTE OU NE VOUS Y OPPOSEZ PAS, MAIS QUE VOUS DÉSIREZ ÊTRE AVISÉ(E) DE TOUTE AUTRE MESURE PRISE DANS L'ACTION, VOUS POUVEZ SIGNIFIER ET DÉPOSER UNE DEMANDE DE NOTIFICATION ÉTABLIE À L'AIDE DE LA FORMULE 15-21 ET, PAR LA SUITE, AVIS DE TOUTES LES PLAIDOIRIES ET DE TOUS LES ACTES DE PROCÉDURES ULTÉRIEURES DOIT VOUS ÊTRE SIGNIFIÉ PAR LA PARTIE REQUÉRANTE.

**S'IL S'AGIT D'UNE REQUÊTE EN DIVORCE, LES ÉPOUX NE PEUVENT SE REMARIER TANT QU'UN JUGEMENT DE DIVORCE N'A PAS PRIS EFFET.**

**LA PRÉSENTE REQUÊTE DOIT ÊTRE SIGNIFIÉE DANS LES 6 MOIS DE LA DATE DE SON ÉMISSION, SAUF ORDONNANCE CONTRAIRE.**

La présente requête est émise à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, ce  
\_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Registraire local

## DEMANDE PRÉSENTÉE À LA COUR

1 Je soussigné(e) demande à la Cour la réparation suivante :

- ☐ en vertu de la *Loi sur le divorce* (Canada)
  - ☐ le divorce
  - ☐ des arrangements parentaux
    - ☐ le temps parental
    - ☐ la responsabilité décisionnelle
  - ☐ une pension alimentaire pour enfants, conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*
    - ☐ montant prévu dans les tables
    - ☐ frais spéciaux ou extraordinaires
    - ☐ autre somme (*préciser*) \_\_\_\_\_
  - ☐ la somme mensuelle de \_\_\_\_\_ \$ à titre de pension alimentaire matrimoniale à mon profit
- ☐ en vertu de la *Loi sur les biens familiaux*
  - ☐ le partage du foyer familial : ☐ en parts égales ☐ en parts inégales
  - ☐ le partage des biens familiaux : ☐ en parts égales ☐ en parts inégales
  - ☐ la possession exclusive du foyer familial
- ☐ en vertu de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*
  - ☐ des arrangements parentaux
    - ☐ le temps parental
    - ☐ la responsabilité décisionnelle
  - ☐ une déclaration de filiation
  - ☐ autre (*préciser*) \_\_\_\_\_
- ☐ en vertu de la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*
  - ☐ la somme mensuelle de \_\_\_\_\_ \$ à titre de pension alimentaire matrimoniale à mon profit
  - ☐ une pension alimentaire pour enfants, conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*
    - ☐ montant prévu dans les tables
    - ☐ frais spéciaux ou extraordinaires
    - ☐ autre somme (*préciser*) \_\_\_\_\_
- ☐ autre (*indiquer le titre de la loi, le cas échéant, et les détails de la demande*) \_\_\_\_\_
- ☐ les dépens (*préciser les sommes réclamées et le fondement de la réclamation*) \_\_\_\_\_

DANS LES CIRCONSTANCES énoncées ci-après :

## PRÉCISIONS SUR L'ÉCHEC DU MARIAGE

**2** Preuve de mariage :

☐ Un certificat de mariage ou un extrait de l'enregistrement du mariage a été déposé à la Cour.

Ou

☐ A été déposé à la Cour un engagement de déposer à la Cour au plus tard le \_\_\_\_\_ (date) le certificat de mariage ou un extrait de l'enregistrement du mariage.

Ou

☐ Il est impossible ou peu pratique d'obtenir le certificat de mariage ou un extrait de l'enregistrement du mariage et demande a été faite pour obtenir une ordonnance dispensant de la production du certificat ou de l'extrait.

**3** Il y a eu échec du mariage pour les raisons suivantes : (*Mentionner la séparation, l'adultère ou la cruauté en invoquant les articles pertinents de la Loi sur le divorce ou de la Loi de 1998 sur la Cour du Banc de la Reine*).

☐ la séparation depuis plus d'une année, conformément à l'alinéa 8(2)a) de la *Loi sur le divorce*

☐ la cruauté, conformément au sous-alinéa 8(2)b)(ii) de la *Loi sur le divorce*

☐ l'adultère, conformément au sous-alinéa 8(2)b)(i) de la *Loi sur le divorce*

**4** Voici les faits sur lesquels se fonde ma requête en divorce :

☐ La partie requérante et la partie intimée ont vécu séparément depuis le \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_, ou vers cette date, et vivent toujours séparément au commencement de cette instance.

Ou

☐ Autre : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**5** Voici les tentatives de réconciliation qui ont été faites :

☐ Aucune

Ou

☐ Les parties ont repris la cohabitation pour une période d'au moins 90 jours en vue de parvenir à une réconciliation, du (date) \_\_\_\_\_ au (date) \_\_\_\_\_.

**6** Il n'y a aucune possibilité de réconciliation ou de reprise de la cohabitation avec mon conjoint (ma conjointe).

## **COLLUSION, PARDON ET CONNIVENCE**

- 7a)** J'ai énoncé sincèrement les faits établissant l'échec de mon mariage et je n'ai pas conclu d'accord, d'entente ou d'arrangement visant à fabriquer ou à dissimuler des éléments de preuve ou à tromper la Cour.

Et (*inclure seulement si l'adultère ou la cruauté est la cause de l'échec du mariage*)

- b)** ☐ Je n'ai pas encouragé mon conjoint (ma conjointe) à agir de la manière que j'ai indiquée ni à commettre ou à continuer de commettre les actes présumés. Je ne puis lui pardonner et reprendre la cohabitation avec lui/elle par suite de ses actes et de son comportement à mon endroit.

## **MÉDIATION ET RÉOLUTION DES CONFLITS FAMILIAUX**

- 8** Les services de médiation et les processus de résolution des conflits familiaux qui ont été utilisés en vue de négocier les questions portant sur les pensions alimentaires ou le parentage sont les suivants :

---

---

---

## **PRÉCISIONS SUR LA REVENDICATION DE BIENS**

- 9** À la date d'émission de la présente requête, la partie intimée et moi possédions ou détenions séparément ou conjointement un intérêt sur des biens réels et personnels.

- ☐ Les précisions concernant ces biens sont énoncées dans mon État des biens établi à l'aide de la formule 15-49 et déposé en l'espèce.
- ☐ Je n'ai pas déposé d'État des biens à l'aide de la formule 15-49, car je ne présente pas de demande de partage des biens.

- 10** En ce qui concerne le partage des biens :

- ☐ Je ne présente pas de demande de partage des biens.

Ou

- ☐ J'ai droit à la répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux.

Ou

- ☐ Voici les moyens sur lesquels je me fonde pour soutenir qu'une répartition en parts égales du foyer familial et/ou des biens familiaux serait injuste et inéquitable : (*Mentionner les articles pertinents de la Loi sur les biens familiaux.*)

---

---

---

## PRÉCISIONS SUR LA RELATION

**11** La partie intimée et moi :

☐ nous sommes marié(e)s le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_.  
(date) (lieu)

☐ sommes des conjoints au sens de :

- ☐ la *Loi de 1997 sur les prestations alimentaires familiales*
- ☐ la *Loi sur les biens familiaux*
- ☐ la *Loi de 1996 sur l'aide aux personnes à charge et*

avons commencé à cohabiter le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_.  
(date) (lieu)

☐ sommes père ou mère au sens de la *Loi de 2020 sur le droit de l'enfance*.

**12** En ce qui concerne la cohabitation :

☐ J'ai cessé de cohabiter avec la partie intimée le \_\_\_\_\_ ou  
vers cette date. (date)

Ou

☐ Je n'ai jamais cohabité avec la partie intimée.

## ÉTAT PERSONNEL DES PARTIES

**13** Mon nom de famille à la naissance : \_\_\_\_\_

**14** Mon nom de famille immédiatement avant le mariage : \_\_\_\_\_

**15** Mon état civil au moment du mariage : \_\_\_\_\_  
(jamais marié(e)/divorcé(e)/veuf ou veuve)

**16** Ma date de naissance : \_\_\_\_\_  
(date)

**17** Nom de famille de la partie intimée à la naissance : \_\_\_\_\_

**18** Nom de famille de la partie intimée immédiatement avant le  
mariage : \_\_\_\_\_

**19** État civil de la partie intimée au moment du mariage : \_\_\_\_\_

**20** Date de naissance de la partie intimée : \_\_\_\_\_  
(date)



## RÉSIDENTCE

21 Mon adresse : \_\_\_\_\_

22 Adresse de la partie intimée : \_\_\_\_\_

23 ☐ J'ai ma résidence ordinaire en Saskatchewan depuis le \_\_\_\_\_ (date)

Ou

☐ La partie intimée a sa résidence ordinaire en Saskatchewan depuis le \_\_\_\_\_ (date)

## ENFANTS

24 En ce qui concerne les enfants issus de notre relation :

☐ Ni moi ni la partie intimée n'avons le soin d'enfants de la partie intimée ou de mes enfants.

Ou

☐ Voici les nom, date de naissance et lieu de résidence de chacun des enfants de la partie intimée et de moi-même dont la partie intimée ou moi-même avons le soin :

<u>Noms des enfants</u>	<u>Dates de naissance</u>	<u>Lieux de résidence</u>
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Et

☐ Je demande une réparation à l'égard des enfants suivants :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Et/ou

☐ Je ne demande pas de réparation à l'égard des enfants suivants :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

Parce que : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**25** Voici les détails des arrangements parentaux actuels concernant les enfants :

---

---

---

**26** Je demande une ordonnance parentale à l'égard des enfants suivants et aux conditions suivantes :

---

---

---

Et/ou

J'accepte que la partie intimée obtienne une ordonnance parentale à l'égard des enfants suivants :

---

---

---

**27** Je propose de permettre le parentage des enfants suivants aux conditions suivantes : *(Préciser la durée du temps parental et les modalités des responsabilités décisionnelles parentales qui sont proposées.)*

---

---

---

Et/ou

Je demande le temps parental et la responsabilité décisionnelle parentale à l'égard des enfants suivants : *(Préciser la durée du temps parental et les modalités des responsabilités décisionnelles parentales qui sont demandées.)*

---

---

---

**28** L'intérêt supérieur des enfants commande l'arrangement proposé pour le parentage pour les motifs suivants :

---

---

---

**29** Les changements suivants dans ma situation ou dans celle de la partie intimée toucheront les enfants ou le parentage des enfants dans l'avenir :

---

---

**30** Voici la nature de ma relation avec les enfants susmentionnés et de mon intérêt envers eux-ci :

---

**31** Voici la nature de la relation entre la partie intimée et les enfants susmentionnés et de son intérêt envers eux-ci :

---

**32** En plus de la partie intimée et de moi-même, les personnes suivantes pourraient avoir un intérêt dans le parentage des enfants susmentionnés ou une obligation de soutien à leur égard : *(Donner les noms et adresses et indiquer la nature de la relation avec les enfants.)*

---

---

**33** Les arrangements financiers relatifs au soutien des enfants sont actuellement les suivants :

---

---

---

**34** Je propose les arrangements financiers suivants relativement au soutien des enfants, compte tenu de la réparation sollicitée :

---

---

**35** *(Si la somme réclamée diffère de celle prévue dans les Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants.)* Je demande une pension alimentaire pour enfants dont le montant diffère de celui de la table applicable des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* pour la raison suivante :

- ☐ enfant âgé de 18 ans ou plus
- ☐ revenu supérieur à 150 000 \$
- ☐ parentage exclusif
- ☐ parentage partagé
- ☐ le débiteur ou la débitrice tient lieu de père ou de mère
- ☐ difficultés excessives
- ☐ frais spéciaux ou extraordinaires

**36** Voici les faits qui viennent appuyer la proposition relative à la pension alimentaire pour enfants :

---

---

## PENSION ALIMENTAIRE MATRIMONIALE

- 37**    ☐ Je ne présente pas de demande de pension alimentaire matrimoniale  
Ou

☐ Voici les faits qui viennent appuyer la proposition relative à la pension alimentaire à mon profit : (Mentionner les circonstances, dont votre situation, vos ressources et vos besoins.)

---

---

## PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ENTENTES

- 38**    Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire entre la partie intimée et moi par rapport au mariage, à la cohabitation, au parentage, aux pensions alimentaires, à l'entretien ou au partage des biens :

---

---

- 39**    Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure en matière civile ou criminelle, d'autrefois ou en cours, qui peut être pertinente pour la sûreté, la sécurité ou le bien-être des enfants :

---

---

- 40**    Voici les dates des ententes, écrites ou orales, conclues entre la partie intimée et moi concernant la séparation ou les questions financières ou relatives au parentage :

---

---

Les ententes se rapportent :

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> au parentage des enfants                | <input type="checkbox"/> au partage des biens        |
| <input type="checkbox"/> aux pensions alimentaires pour enfants  | <input type="checkbox"/> autre ( <i>préciser</i> ) : |
| <input type="checkbox"/> aux pensions alimentaires matrimoniales |  |

- 41**    Voici les détails de toute autre ordonnance ou entente ayant trait à tout enfant dont la partie intimée ou moi-même avons le soin :

---

---

- 42**    Voici les détails au sujet de la nature et de l'état de toute autre procédure judiciaire qui a abouti à une ordonnance, à un engagement ou à une promesse existants qui restreint les contacts ou la communication entre la partie intimée et moi, y compris tout autre membre de nos ménages respectifs : (*Précisez la date et les conditions de l'ordonnance, de l'engagement ou de la promesse.*)

---

---

## RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

**43** Documents financiers :

☐ Je ne dépose pas d'État financier.

Ou

☐ Mon État financier établi à l'aide de la formule 15-47 est déposé en l'espèce. (*Un État financier doit être déposé si la Requête comporte une demande de pension alimentaire, à moins que la seule demande financière en soit une de pension alimentaire pour enfants qui s'avère conforme aux Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants, ou si l'une des situations suivantes s'applique.*)

Ou

☐ La partie intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer sous forme de pension alimentaire pour enfants et sur le revenu annuel de chacun de nous qui serait tenu de présenter les renseignements sur le revenu sous le régime des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*, et une entente relative à la pension alimentaire pour enfants établie à l'aide de la formule 14-48B (*avec tous les documents requis joints*) est déposée en l'espèce.

Ou

☐ (*Si aucune demande n'est présentée relativement à la pension alimentaire pour enfants.*) La partie intimée et moi sommes d'accord sur la somme à payer sous forme de pension alimentaire matrimoniale, et une renonciation aux états financiers établie à l'aide de la formule 15-48A est déposée en l'espèce.

**44** Ma profession : \_\_\_\_\_

**45** Mon lieu de travail : \_\_\_\_\_

**46** Estimation de mon revenu annuel actuel de toutes sources : \_\_\_\_\_ \$

**47** Profession de la partie intimée : \_\_\_\_\_

**48** Son lieu de travail : \_\_\_\_\_

**49** Estimation de son revenu annuel actuel de toutes sources :  
\_\_\_\_\_ \$

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature de la partie requérante)

**DÉCLARATION DE LA PARTIE REQUÉRANTE SI UNE ORDONNANCE PARENTALE  
EST DEMANDÉE EN VERTU DE LA LOI SUR LE DIVORCE**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, partie requérante, atteste par la présente que j'ai pris connaissance de mes obligations en vertu des articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce*.

\_\_\_\_\_  
(signature de la partie requérante)

**NOTE D'INFORMATION**

Les articles 7.1 à 7.5 de la *Loi sur le divorce* énoncent ce qui suit :

**Intérêt de l'enfant**

**7.1** Les personnes ayant du temps parental ou des responsabilités décisionnelles à l'égard d'un enfant à charge et celles ayant des contacts avec un tel enfant en vertu d'une ordonnance de contact exercent ce temps parental, ces responsabilités et ces contacts d'une manière compatible avec l'intérêt de l'enfant.

**Protection des enfants contre les conflits**

**7.2** Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi fait de son mieux pour protéger les enfants à charge des conflits découlant de l'instance.

**Mécanismes de règlement des différends familiaux**

**7.3** Dans la mesure où il convient de le faire, les parties à une instance tentent de régler les questions pouvant faire l'objet d'une ordonnance en vertu de la présente loi en ayant recours à tout mécanisme de règlement des différends familiaux.

**Renseignements complets, exacts et à jour**

**7.4** Toute partie à une instance engagée sous le régime de la présente loi ou visée par une ordonnance rendue en vertu de celle-ci fournit, si elle est tenue de le faire sous le régime de la présente loi, des renseignements complets, exacts et à jour.

**Obligation de se conformer aux ordonnances**

**7.5** Il est entendu que toute personne visée par une ordonnance rendue en vertu de la présente loi est tenue de s'y conformer jusqu'à ce que l'ordonnance cesse d'avoir effet.

**COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION**

**Si la partie se représente elle-même :**

Nom de la partie : \_\_\_\_\_

Adresse aux fins de signification : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur (le cas échéant) : \_\_\_\_\_

Adresse de courriel (le cas échéant) : \_\_\_\_\_

**Formule 15-47  
(Règle 15-47)**

NUMÉRO DE DOSSIER \_\_\_\_\_

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN  
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE \_\_\_\_\_

PARTIE REQUÉRANTE/  
COREQUÉRANTS \_\_\_\_\_

PARTIE INTIMÉE \_\_\_\_\_

ÉTAT FINANCIER DE \_\_\_\_\_

**NOTE D'INFORMATION :** Cette formule comporte 7 annexes. Il se pourrait que vous ne soyez pas tenu de remplir toutes les annexes qu'elle contient. Consultez la liste de vérification aux pages 3 à 6 de la présente formule pour déterminer quelles annexes vous devez remplir. Chaque annexe comporte des instructions (en italique).

Cet État financier doit être fait sous serment ou affirmé solennellement devant un notaire public, un juge de paix, un avocat ou un commissaire aux serments. Les membres du personnel au bureau du registraire local au palais de justice sont des commissaires aux serments, vous pouvez donc faire le document sous serment ou l'affirmer solennellement devant eux au moment du dépôt.

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_,  
(nom) (ville et province)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1. Les renseignements figurant dans le présent État financier sont vrais et complets au mieux de ma connaissance et de mes convictions et ils énoncent ma situation financière actuelle.
2. ☐ Je ne prévois aucun changement important au sujet des renseignements figurant dans cet État financier.
- Ou
3. ☐ Je prévois les changements importants suivants au sujet des renseignements figurant dans cet État financier :

Ci-joint les documents suivants :

- ☐ Annexe 1 : Renseignements sur l'emploi et revenu
- ☐ Annexe 2 : Dépenses
- ☐ Annexe 3 : Frais spéciaux ou extraordinaires
- ☐ Annexe 4 : Budget axé sur les enfants
- ☐ Annexe 5 : Revenu et autres membres du ménage
- ☐ Annexe 6 : Difficultés excessives
- ☐ Annexe 7 : Valeur nette

4. Je reconnais que si, dans le cadre de la présente instance, je réalise que tout renseignement est inexact ou incomplet, je dois signifier à chacune des autres parties à la présente affaire et déposer à la Cour les renseignements exacts ou complets ou un nouvel état financier mis à jour, accompagné de tout document à l'appui de ces renseignements.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

À \_\_\_\_\_, en Saskatchewan,

le \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

\_\_\_\_\_  
(signature)

Remplissez la déclaration suivante si votre revenu est exonéré d'impôt en raison de votre statut.

Je déclare que les trois éléments suivants sont vrais :

1. Je suis un Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada).
2. En raison de mon statut, mon revenu est exonéré d'impôt et je ne suis pas tenu de déposer une déclaration de revenus.
3. Je n'ai donc pas déposé de déclaration de revenus pour les trois dernières années.

Le \_\_\_\_\_, 2\_\_\_\_\_.

DÉCLARÉ DEVANT MOI

À \_\_\_\_\_, en Saskatchewan.

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

\_\_\_\_\_  
(signature)

## LISTE DE VÉRIFICATION

**NOTE D'INFORMATION : Utilisez cette liste de vérification pour déterminer les annexes que vous devez joindre à votre État financier.** Cochez chaque situation qui s'applique à vous (il peut y en avoir plus d'une). Vous devez ensuite remplir et joindre toutes les annexes marquées d'un point (•) pour chaque situation que vous avez cochée et joindre tous les documents que vous devez fournir avec cette annexe. **Remplissez et joignez une seule fois chaque annexe requise.** Veuillez noter que cette liste de vérification vise à vous aider à déterminer les renseignements que vous êtes tenu de fournir (voir les articles 21 et 22 des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* et la règle 15-47 des *Règles de la Cour du Banc de la Reine*). **Cette liste de vérification n'est pas exhaustive.** La partie adverse peut demander, ou la Cour peut ordonner, que vous fournissiez d'autres renseignements que ceux indiqués dans cette liste de vérification, selon les circonstances particulières à votre affaire. Veuillez également noter que la règle 15-48 décrit les situations dans lesquelles il **n'est pas** nécessaire de remplir un état financier. Par exemple, lorsqu'un enfant réside principalement avec une partie qui présente uniquement une demande de pension alimentaire pour enfants qui s'avère conforme aux Lignes directrices et que le revenu de la personne à qui l'on demande de verser une pension alimentaire est de moins de 150 000 \$ par année, la partie présentant une demande de pension alimentaire n'est pas tenue de remplir un état financier.



## A. Présenter une requête ou une demande

	✓	<b>Cochez chaque situation qui s'applique à vous :</b> Remarque : les numéros d'articles renvoient aux <i>Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants</i> .	<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
			1	2	3	4	5	6	7
<b>DEMANDE D'ORDONNANCE ALIMENTAIRE POUR ENFANTS</b>									
1		Je présente une demande de pension alimentaire pour enfants et un ou plusieurs des enfants sont âgés de 18 ans ou plus [paragraphe 3(2)].	•	•		•			
2		Je présente une demande de pension alimentaire pour enfants et un ou plusieurs des enfants sont des beaux-enfants (article 5).	•	•					
3		Je présente une demande de pension alimentaire pour enfants et le revenu de la partie faisant l'objet de la demande est supérieur à 150 000 \$ par année (article 4).	•	•		•			
4		Je demande une ordonnance concernant des dépenses spéciales ou extraordinaires (article 7).	•	•	•				
5		Je présente une demande de pension alimentaire pour enfants rétroactive.	•	•					
6		Je présente une demande de pension alimentaire pour enfants rétroactive et aucune revendication de biens n'a été présentée.	•	•					•
7		Je présente une demande de pension alimentaire pour enfants et l'autre partie et moi prenons soin d'un ou de plusieurs enfants selon une entente de parentage partagé et nous convenons qu'un calcul de la pension alimentaire pour enfants selon la compensation des montants est approprié (article 9).	•						
8		Je présente une demande de pension alimentaire pour enfants et l'autre partie et moi prenons soin d'un ou de plusieurs enfants selon une entente de parentage partagé et nous ne sommes pas d'accord qu'un calcul de la pension alimentaire pour enfants selon la compensation des montants est approprié (article 9).	•	•		•	•		
<b>DEMANDE DE MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE ALIMENTAIRE POUR ENFANTS</b>			<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
	✓	<b>Cochez chaque situation qui s'applique à vous :</b> Remarque : les numéros d'articles renvoient aux <i>Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants</i> .	1	2	3	4	5	6	7
9		Je présente une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle je dois verser une pension alimentaire (article 3).	•						
10		Je présente une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle l'autre partie doit verser une pension alimentaire, et un ou plusieurs des enfants sont âgés de 18 ans ou plus (article ?).	•	•		•			
11		Je présente une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle je dois verser une pension alimentaire, et un ou plusieurs	•	•					

		des enfants sont âgés de 18 ans ou plus [paragraphe 3(2)].							
12		Je présente une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants, et un ou plusieurs des enfants sont des beaux-enfants (article 5).	•	•					
13		Je présente une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle l'autre partie doit verser une pension alimentaire, et le revenu annuel de cette partie est supérieur à 150 000 \$ (article 4).	•	•		•			
14		Je présente une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle je dois verser une pension alimentaire, et mon revenu annuel est supérieur à 150 000 \$ (article 4).	•	•					
15		Je présente une demande de modification d'une ordonnance selon laquelle l'autre partie doit contribuer à des dépenses spéciales ou extraordinaires (article 7).	•	•	•				
16		Je présente une demande de modification d'une ordonnance selon laquelle je dois contribuer à des dépenses spéciales ou extraordinaires (article 7).	•	•					
<b>DEMANDE FONDÉE SUR DES DIFFICULTÉS EXCESSIVES</b>			<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
	✓	<b>Cochez chaque situation qui s'applique à vous :</b> Remarque : les numéros d'articles renvoient aux <i>Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants</i> .	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
17		Je présente une demande fondée sur des difficultés excessives (article 10) et une revendication de biens a été présentée.	•	•			•	•	
18		Je présente une demande fondée sur des difficultés excessives (article 10) et aucune revendication de biens n'a été présentée.	•	•			•	•	•
<b>DEMANDE D'ORDONNANCE DE PENSION ALIMENTAIRE MATRIMONIALE OU DE MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE DE PENSION ALIMENTAIRE MATRIMONIALE</b>			<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
19		Je présente une demande de pension alimentaire matrimoniale.	•	•					
20		Je présente une demande de modification d'une ordonnance de pension alimentaire matrimoniale.	•	•					
<b>DEMANDE DE RÉDUCTION OU DE SUPPRESSION D'UN ARRIÉRÉ</b>			<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
21		Je présente une demande de suppression ou de réduction d'un arriéré de pension alimentaire pour enfants ou de pension alimentaire matrimoniale et une revendication de biens a été présentée.	•	•					
22		Je présente une demande de suppression ou de réduction d'un arriéré de pension alimentaire pour enfants ou de pension alimentaire matrimoniale et aucune revendication de biens n'a été présentée.	•	•					•

## B. Répondre à une requête ou à une demande

	✓	<b>Cochez chaque situation qui s'applique à vous :</b> Remarque : les numéros d'articles renvoient aux <i>Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants</i> .							
<b>RÉPONDRE À UNE REQUÊTE DE PENSION ALIMENTAIRE POUR ENFANTS</b>			<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
			<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
23		On me demande de verser une pension alimentaire pour enfants (article 3).	•						
24		On me demande de verser une pension alimentaire pour enfants et un ou plusieurs des enfants sont âgés de 18 ans ou plus [paragraphe 3(2)].	•	•					
25		On me demande de verser une pension alimentaire pour enfants et un ou plusieurs des enfants sont des beaux-enfants (article 5).	•	•					
26		On me demande de verser une pension alimentaire pour enfants et mon revenu annuel est supérieur à 150 000 \$ (article 4).	•	•					
27		On me demande de contribuer à des dépenses spéciales ou extraordinaires (article 7).	•	•					
28		On me demande de verser une pension alimentaire pour enfants rétroactive et une revendication de biens a été présentée.	•	•					
29		On me demande de verser une pension alimentaire pour enfants rétroactive et aucune revendication de biens n'a été présentée.	•	•					•
30		On me demande de verser une pension alimentaire pour enfants et l'autre partie et moi prenons soin d'un ou de plusieurs enfants selon une entente de parentage partagé et nous convenons qu'un calcul de la pension alimentaire pour enfants selon la compensation des montants est approprié (article 9).	•						
31		On me demande de verser une pension alimentaire pour enfants et l'autre partie et moi prenons soin d'un ou de plusieurs enfants selon une entente de parentage partagé et nous ne sommes pas d'accord qu'un calcul de la pension alimentaire pour enfants selon la compensation des montants est approprié (article 9).	•	•		•	•		
<b>RÉPONDRE À UNE DEMANDE DE MODIFICATION D'UNE ORDONNANCE ALIMENTAIRE POUR ENFANTS</b>			<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
			<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
32		Je réponds à une demande de modification à une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle je dois verser une pension alimentaire (article 3).	•						
33		Je réponds à une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle je dois verser une pension alimentaire, et un ou plusieurs des enfants sont âgés de 18 ans ou plus [paragraphe 3(2)].	•	•					

34		Je réponds à une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle l'autre partie doit verser une pension alimentaire, et un ou plusieurs des enfants sont âgés de 18 ans ou plus [paragraphe 3(2)].	•	•		•			
35		Je réponds à une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants et un ou plusieurs des enfants sont des beaux-enfants (article 5).	•	•					
36		Je réponds à une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle l'autre partie doit verser une pension alimentaire, et le revenu annuel de cette partie est supérieur à 150 000 \$ (article 4).	•	•		•			
37		Je réponds à une demande de modification d'une ordonnance alimentaire pour enfants selon laquelle je dois verser une pension alimentaire, et mon revenu annuel est supérieur à 150 000 \$ (article 4).	•	•					
38		Je réponds à une demande de modification d'une ordonnance selon laquelle l'autre partie doit contribuer à des dépenses spéciales ou extraordinaires (article 7).	•	•	•				
39		Je réponds à une demande de modification d'une ordonnance selon laquelle je dois contribuer à des dépenses spéciales ou extraordinaires (article 7).	•	•					
<b>RÉPONDRE À UNE DEMANDE FONDÉE SUR DES DIFFICULTÉS EXCESSIVES</b>			<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
			<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>
40		Je réponds à la demande fondée sur des difficultés excessives présentée par l'autre partie et le tribunal a conclu qu'une situation entraînant des difficultés excessives existe (article 10).	•	•			•		
<b>RÉPONDRE À UNE DEMANDE CONCERNANT UNE PENSION ALIMENTAIRE MATRIMONIALE</b>			<b>Annexes que vous devez joindre</b>						
41		On me demande de verser une pension alimentaire matrimoniale.	•	•					
42		Je réponds à une demande de modification d'une ordonnance de pension alimentaire matrimoniale.	•	•					

## ANNEXE 1 : RENSEIGNEMENTS SUR L'EMPLOI ET REVENU

### PARTIE UN : RENSEIGNEMENTS SUR L'EMPLOI

#### Documents à joindre :

*INSTRUCTIONS : Vous devez joindre l'un des deux documents suivants avec l'annexe 1, en plus des documents requis pour chaque section, comme indiqué ci-dessous.*

J'ai joint :

- ☐ Une copie de mes déclarations de revenus personnelles pour les trois dernières années d'imposition ainsi qu'une copie de chacun de mes avis de cotisation et de nouvelle cotisation pour les trois dernières années d'imposition. Le sommaire de votre déclaration de revenus N'EST PAS suffisant. Vous devez joindre vos déclarations complètes.
- ☐ Une déclaration précisant que je ne suis pas tenu de déposer des déclarations de revenus et de prestations, car je suis une personne inscrite comme Indien au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada). (*Utiliser la déclaration qui figure à la page 2.*) Je joins la preuve suivante de mon revenu pour les trois dernières années civiles.

#### Mon revenu actuel :

*INSTRUCTIONS : Cochez les cases correspondant à la situation de revenu qui s'applique à vous. Vous devez fournir les renseignements pertinents en remplissant les espaces et en cochant les cases. Joignez tous les documents requis.*

#### **Cochez toutes les cases qui s'appliquent :**

- ☐ **J'occupe actuellement un emploi :**

Emploi/poste :

Nom de l'employeur :

- J'occupe un emploi :
- ☐ à temps plein
  - ☐ à temps partiel, je travaille environ \_\_\_\_\_ heures par semaine
  - ☐ occasionnel, je travaille environ \_\_\_\_\_ heures par mois

- Je suis payé :
- ☐ toutes les semaines
  - ☐ toutes les deux semaines
  - ☐ deux fois par mois
  - ☐ une fois par mois
  - ☐ autre : (préciser) \_\_\_\_\_

Ci-joint les documents suivants pour chaque employeur :

- ☐ mon relevé de paie le plus récent indiquant les gains cumulatifs pour l'année en cours, y compris les heures supplémentaires; ou
- ☐ mon employeur ne fournit pas de relevé de paie. J'ai joint une lettre de mon employeur qui présente un état récent des gains, les gains cumulatifs pour l'année en cours, y compris les heures supplémentaires, et mon salaire ou taux de rémunération.

**Je travaille actuellement à mon compte (non constitué en personne morale) :**

Nom et adresse de l'entreprise, du cabinet ou de la ferme :

Ci-joint les documents suivants :

- ☐ les états financiers de mon entreprise ou de mon cabinet pour les trois dernières années d'imposition, sauf s'il s'agit d'une société; et
- ☐ un état faisant la ventilation, pour les trois dernières années d'imposition, des salaires, rémunérations, frais de gestion ou autres paiements, avantages ou indemnités versés à des personnes physiques ou morales avec qui j'ai un lien de dépendance, ou au profit de ces personnes; et
- ☐ si je suis associé(e) d'une société de personnes, une attestation du revenu que j'en ai tiré, des prélèvements que j'en ai faits et des fonds que j'y ai investis, pour les trois dernières années d'imposition de la société de personnes.

☐ **Je suis actionnaire, administrateur/administratrice ou dirigeant(e) majoritaire d'une société :**

Nom de la société :

Intérêt dans la société :

Ci-joint les documents suivants :

- ☐ les états financiers de la ou des sociétés dans lesquelles je détiens un intérêt majoritaire et de toutes leurs filiales pour les trois dernières années d'imposition; et
- ☐ un état faisant la ventilation, pour les trois dernières années d'imposition, des salaires, rémunérations, frais de gestion ou autres paiements, avantages ou indemnités versés à des personnes physiques ou morales avec qui la société et toutes les sociétés liées ont un lien de dépendance, ou au profit de ces personnes.

☐ **Je suis bénéficiaire d'une fiducie :**

Ci-joint les documents suivants :

- ☐ l'acte de fiducie et des copies des trois derniers états financiers de la fiducie.

☐ **Je suis actuellement sans emploi ou à la retraite :**

Dernière journée de travail, approximativement : \_\_\_\_\_

Dernier emploi ou profession : \_\_\_\_\_

Motif du chômage :

- ☐ à la retraite
- ☐ actuellement pas à la recherche d'un emploi à l'extérieur du foyer
- ☐ actuellement à la recherche d'un emploi
- ☐ inapte à travailler pour des raisons médicales
- ☐ autre (*préciser*) \_\_\_\_\_

☐ Si j'ai occupé un emploi au cours de la dernière année, j'ai joint mon relevé de paie le plus récent indiquant les gains cumulatifs pour l'année en cours, y compris les heures supplémentaires, pour chaque employeur.

☐ **J'ai reçu des prestations d'assurance-emploi, des prestations d'assistance sociale, un revenu de pension, des indemnités pour accidents du travail, des indemnités d'invalidité ou un revenu provenant d'une autre source.**

Source du revenu :

- ☐ assurance-emploi
- ☐ assistance sociale
- ☐ pension
- ☐ indemnités pour accident du travail
- ☐ indemnités d'invalidité
- ☐ autre (*préciser*) \_\_\_\_\_

Ci-joint les documents suivants pour chaque source de revenus :

☐ le dernier état des revenus indiquant le montant total des revenus de la source applicable pour l'année en cours; ou

☐ si je n'ai pas accès à un état des revenus, une lettre de l'autorité compétente indiquant le montant total des revenus de la source applicable pour l'année en cours.

#### **Prestations médicales ou dentaires :**

☐ Les personnes à ma charge peuvent bénéficier d'une assurance médicale ou dentaire par l'entremise de mon employeur ou autrement à un taux raisonnable.

### **PARTIE DEUX : REVENU ANNUEL**

#### **Revenu imposable :**

<b>INSTRUCTIONS :</b> Indiquer tout le revenu annuel brut imposable (avant déductions) de toutes les sources pour la période de 12 mois se terminant à la date du présent État financier. Inscrivez la meilleure estimation possible si vous ne connaissez pas un montant réel. Ne déclarez pas le même revenu sur plus d'une ligne.	
Source de revenu imposable (avant déductions)	Montant annuel
Revenu d'emploi (salaires, commissions, bonis, rétribution des heures supplémentaires, etc.)	\$
Autre revenu d'emploi (pourboires, revenus gagnés à l'étranger, subventions de recherche, etc.)	\$
Revenu de pension (Sécurité de la vieillesse, Régime de pensions du Canada, pension de retraite, etc.)	\$
Indemnités d'invalidité imposables	\$
Prestations d'assurance-emploi	\$
Montant imposable des dividendes de sociétés canadiennes imposables	\$
Intérêts et autres revenus de placement	\$
Revenu net de société de personnes (associés commanditaires ou passifs uniquement)	\$
Revenu locatif net ( <i>indiquer le montant brut ici : _____</i> \$)	\$

Gains en capital imposables	\$
Pension alimentaire matrimoniale imposable reçue ( <i>indiquer le total ici : ____ \$</i> )	\$
Revenu de REER	\$
Revenus d'un travail indépendant :	\$
A. revenu d'entreprise ..... Brut _____ \$ ..... Net	
B. revenu de profession libérale .... Brut _____ \$ ..... Net	
C. revenu de commissions ..... Brut _____ \$ ..... Net	
D. revenu d'agriculture ..... Brut _____ \$ ..... Net	
E. revenu de pêche ..... Brut _____ \$ ..... Net	
Indemnités pour accidents du travail	\$
Prestations d'assistance sociale	\$
Versement net des suppléments fédéraux imposables	\$
Autre revenu imposable (les bourses de mérite ou d'aide financière, les subventions d'études, certains paiements forfaitaires ou certaines prestations consécutives au décès, les indemnités de départ, etc.) [ <i>préciser</i> ]	\$
<b>REVENU ANNUEL TOTAL</b>	<b>\$</b>

**Revenu non imposable :**

*INSTRUCTIONS : Énumérez tous les revenus, toutes les allocations et toutes les sommes reçues non imposables de toutes les sources, y compris le revenu exonéré en raison du statut d'Indien, les prestations d'assistance provenant des bandes, les pensions alimentaires pour enfants et les prestations de TPS pour la période de 12 mois se terminant à la date du présent État financier. Inscrivez la meilleure estimation possible si vous ne connaissez pas un montant réel.*

<b>Revenu ou prestation non imposables</b>	<b>Montant annuel</b>
Revenu exonéré en raison du statut d'Indien	\$
Avantages fiscaux pour enfants	\$
Prestations de TPS	\$
Pension alimentaire pour enfants	\$
Prestations d'assistance provenant des bandes	\$
Autre (préciser)	\$
	\$
	\$
<b>REVENU NON IMPOSABLE TOTAL</b>	<b>\$</b>

**Déductions admissibles :**

*INSTRUCTIONS : Consultez l'annexe III des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants pour déterminer si des déductions admissibles s'appliquent dans votre situation. Le cas échéant, inclure celles qui s'appliquent pour la période de 12 mois se terminant à la date du présent État financier. Inscrivez la meilleure estimation possible si vous ne connaissez pas un montant réel.*

<b>Déductions admissibles en vertu de l'annexe III</b>	<b>Montant annuel</b>
	\$
	\$
	\$
<b>TOTAL DES DÉDUCTIONS ADMISSIBLES</b>	<b>\$</b>



## ANNEXE 2 : DÉPENSES

**INSTRUCTIONS :** Fournissez des renseignements sur vos dépenses personnelles. Inscrivez les montants dans les colonnes « payée mensuellement » ou « payée annuellement », selon le cas. Remplissez seulement une colonne pour chaque élément. Inscrivez la meilleure estimation possible si vous ne connaissez pas le montant réel. Si vous vous attendez à ce que les dépenses actuelles changent, indiquez les nouveaux montants prévus dans la colonne « commentaires ».

Dépense		Payée mensuellement	Payée annuellement	Commentaires
Retenues à la source				
	Contributions au Régime de pensions du Canada			
	Cotisations d'assurance-emploi			
	Cotisations de l'employé à un régime de pension			
	Primes d'assurance médicale et dentaire (retenues à la source)			
	Impôt sur le revenu			
Logement				
	Loyer ou hypothèque			
	Impôts fonciers			
	Assurance de propriétaire ou de locataire			
	Charges condominiales			
	Eau, égouts et ordures			
	Réparations domiciliaires, entretien du terrain			
	Chauffage, électricité			
	Téléphone, câble, Internet			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
	Frais ménagers			
	Nourriture			
	Restauration			
	Articles ménagers divers			
	Coiffure, articles de toilette et fournitures			
	Lessive et nettoyage à sec			
	Ameublement et équipement			
Transports				
	Transport en commun, taxis			
	Assurance automobile, immatriculation et permis			
	Essence et huile			
	Stationnement			
	Réparations et entretien de la voiture			
	Paiement d'un prêt automobile			
Santé (seulement inclure les dépenses non couvertes par une assurance)				
	Dépenses médicales et dentaires (non retenues à la source)			
	Soin de santé (physiothérapie, etc.)			
	Médicaments, ordonnances			
	Soins dentaires et orthodontiques			

	Soins oculaires (lunettes, lentilles cornéennes)			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
Frais personnels				
	Vêtements, souliers			
	Études (pour moi-même)			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
Enfants				
	Vêtements, souliers			
	Allocations des enfants, cadeaux			
	Frais de scolarité, livres et fournitures			
	Activités, leçons et fournitures			
	Garderie, gardiennage et camps d'été			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
Économies pour l'avenir				
	REER			
	REEE			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
Pensions alimentaires (préciser à qui elles sont payées, si elles sont déductibles de l'impôt, si elles sont volontaires ou forcées)				
	Aliments payés en l'espèce			
	Aliments payés dans une autre affaire			
Remboursement des dettes (autres que les prêts hypothécaires et les prêts automobiles, déjà inscrits ci-dessus)				
Autres				
	Primes d'assurance vie – entière ou temporaire			
	Frais bancaires, juridiques et comptables			
	Dîme, dons de charité			
	Divertissement et loisirs			
	Vacances			
	Alcool, tabac, marijuana			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
TOTAL PARTIEL				
<b>CALCUL DES DÉPENSES TOTALES</b>  <b>a. Le total des dépenses payées mensuellement : _____ \$ × 12 : _____ \$</b> <b>b. Plus le total des dépenses payées annuellement : _____ \$</b> <b>c. Est égal au total des dépenses annuelles : _____ \$</b>				

### ANNEXE 3 : FRAIS SPÉCIAUX OU EXTRAORDINAIRES

*INSTRUCTIONS : Consultez l'article 7 des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants pour obtenir de plus amples renseignements sur le type de demande. Vous devez indiquer le nom de l'enfant pour chaque dépense, les détails de chaque dépense et le montant total que vous avez payé. Vous devez également inclure toute contribution aux dépenses effectuée par l'enfant ou un tiers, ainsi que les subventions, les avantages, les déductions d'impôt, les remboursements ou l'admissibilité à en réclamer.*

Je réclame une contribution pour des dépenses spéciales ou extraordinaires pour les raisons suivantes :

- ☐ les frais de garde de l'enfant engagés soit pour me permettre d'occuper un emploi, de poursuivre des études ou de recevoir de la formation en vue d'un emploi, soit en raison d'une maladie ou d'une invalidité;
- ☐ la portion des primes d'assurance médicale et dentaire pour un enfant;
- ☐ les frais relatifs aux soins de santé dépassant d'au moins 100 \$ par année le montant que la compagnie d'assurance rembourse, par maladie ou événement, notamment les traitements orthodontiques, les consultations professionnelles d'un psychologue, travailleur social, psychiatre ou toute autre personne, la physiothérapie, l'ergothérapie, l'orthophonie, les médicaments délivrés sur ordonnance, les prothèses auditives, les lunettes et les lentilles cornéennes (indiquer tout montant que rembourse la compagnie d'assurance);
- ☐ les frais extraordinaires relatifs aux études primaires ou secondaires ou à tout autre programme éducatif qui répond aux besoins particuliers de l'enfant;
- ☐ les frais relatifs aux études postsecondaires;
- ☐ les frais extraordinaires relatifs aux activités parascolaires.

Voici les détails des dépenses que je réclame :

Nom de l'enfant	Description de la dépense	Montant total de la dépense par année	Soustraire les contributions effectuées par d'autres personnes, les subventions, les avantages, les déductions d'impôt ou les remboursements	Dépense nette par année

Vous devez fournir des reçus ou toute autre pièce justificative pour chaque dépense à la demande de l'autre partie ou sur ordonnance d'un tribunal. Si vous n'êtes pas en mesure de fournir une preuve de paiement, veuillez indiquer la raison ici :

## ANNEXE 4 : BUDGET POUR LES ENFANTS

**INSTRUCTIONS :** Cette annexe vise à fournir des renseignements sur vos dépenses liées aux enfants lorsque vous réclamez un montant pour un ou des enfants âgés de 18 ans ou plus, pour un ou des enfants dont le parentage est partagé ou lorsque le parent débiteur a un revenu de plus de 150 000 \$. Si une demande de pension alimentaire est présentée pour plus d'un enfant et que les enfants pour lesquels une pension alimentaire est demandée sont dans des situations différentes (p. ex un enfant est âgé de 18 ans ou plus et un enfant est visé par une entente de parentage partagé), vous devez remplir l'annexe 4 pour chaque enfant. Inscrivez les montants dans les colonnes « Payée mensuellement » ou « Payée annuellement », selon le cas. Remplissez seulement une colonne pour chaque élément. Inscrivez la meilleure estimation possible si vous ne connaissez pas le montant réel. Si vous vous attendez à ce que les dépenses actuelles changent, indiquez les nouveaux montants prévus dans la colonne « Commentaires ».

### Enfants pour qui vous remplissez cette annexe :

Nom : \_\_\_\_\_ Date de naissance : \_\_\_\_\_  
 Nom : \_\_\_\_\_ Date de naissance : \_\_\_\_\_  
 Nom : \_\_\_\_\_ Date de naissance : \_\_\_\_\_

Dépense	Payée mensuellement	Payée annuellement	Commentaires
Frais de logement attribuables aux enfants			
Loyer ou hypothèque			
Entretien du logement et du terrain			
Chauffage, électricité			
Téléphone, câble, Internet			
Autre ( <i>préciser</i> )			
Frais ménagers attribuables aux enfants			
Nourriture			
Restauration			
Articles ménagers divers			
Coiffure, articles de toilette et fournitures			
Lessive			
Ameublement et équipement			
Transports attribuables aux enfants			
Transport en commun, taxis			
Stationnement			
Réparations et entretien de la voiture			
Santé (seulement inclure les dépenses non couvertes par une assurance)			
Primes d'assurance médicale et dentaire			
Soin de santé (physiothérapie, etc.)			
Médicaments, ordonnances			
Soins dentaires et orthodontiques			
Soins oculaires (lunettes, lentilles cornéennes)			
Conseiller ou conseillère			

	Autre ( <i>préciser</i> )			
Études, activités et garderie ( <i>net d'impôt</i> )				
	Frais de scolarité			
	Livres, fournitures			
	Technologie			
	Droits			
	Activités scolaires (excursions, etc.)			
	Repas pour l'école			
	Activités, leçons, fournitures			
	Garderie, gardiennage, gouvernante			
	Camps d'été			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
Frais personnels				
	Vêtements, souliers			
	Vêtements saisonniers			
	Loisirs			
	Jouets, bicyclettes			
	Divertissement et loisirs			
	Cadeaux pour l'enfant			
	Cadeaux de l'enfant pour d'autres			
	Allocations			
	Coiffeur/divers			
	Vacances			
Économies pour l'avenir				
	REEE			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
Autres dépenses attribuables aux enfants				
	Primes d'assurance vie – entière ou temporaire			
	Frais bancaires			
	Dons			
	Autre ( <i>préciser</i> )			
<b>TOTAL PARTIEL</b>				
<b>CALCUL DU TOTAL DES DÉPENSES ANNUELLES ATTRIBUABLES AUX ENFANTS</b>				
<p>a. Le total des dépenses payées mensuellement : _____ \$ × 12 :          _____ \$</p> <p>b. Plus, le total des dépenses payées annuellement :          _____ \$</p> <p>c. Est égal au total des dépenses annuelles :          _____ \$</p>				

## ANNEXE 5 : REVENU DES AUTRES MEMBRES DU MÉNAGE

**INSTRUCTIONS :** Indiquer le nom, la profession ou la source de revenus, et le revenu annuel des personnes suivantes, ainsi que le montant des impôts fédéraux et provinciaux à payer sur ces revenus :

- (a) toute personne qui réside avec vous et qui a une obligation légale de soutien alimentaire à votre égard ou à l'égard de qui vous avez une obligation de soutien alimentaire;
- (b) toute personne qui réside avec vous et qui partage les frais de subsistance avec vous ou qui vous rapporte quelque autre avantage économique du fait que vous vivez avec elle;
- (c) tout enfant qui réside avec vous et à l'égard de qui vous ou la personne visée à l'alinéa a) ou b) avez une obligation légale de soutien alimentaire.

Nom de l'autre personne	Profession ou source de revenus	Revenu annuel	Impôts payables

## ANNEXE 6 : DIFFICULTÉS EXCESSIVES

**INSTRUCTIONS :** Consultez l'article 10 des Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants pour obtenir de plus amples renseignements sur ce type de demande.

Je présente une demande fondée sur des difficultés excessives pour les raisons suivantes :

☐ Responsabilité pour des dettes anormalement élevées raisonnablement contractées pour soutenir la famille avant la séparation ou gagner un revenu :

Créancier	Objet	Date à laquelle la dette a été contractée	Conditions de remboursement	Montant annuel
				\$
				\$
				\$

☐ Frais anormalement élevés liés à l'exercice du temps parental avec un enfant (p. ex frais de déplacement).

Précisions sur la dépense	Montant annuel
	\$
	\$

#### Obligations légales

- ☐ découlant d'un jugement, d'une ordonnance ou d'une entente de séparation écrite pour le soutien alimentaire de toute autre personne
- ☐ de soutenir un enfant, autre qu'un enfant pour lequel une pension alimentaire est réclamée dans la présente requête, qui est âgé de moins de 18 ans, ou qui a 18 ans ou plus, mais ne peut, pour cause notamment de maladie ou d'invalidité, subvenir à ses propres besoins;
- ☐ de soutenir une personne qui ne peut subvenir à ses propres besoins pour cause de maladie ou d'invalidité : *(Joindre une copie du jugement, de l'ordonnance ou de l'entente écrite dont découlent ces obligations légales).*

Nom de la personne	Relation	Nature de l'obligation	Montant annuel
			\$
			\$
			\$
			\$

☐ Autres difficultés excessives

Précisions	Montant annuel
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$
	\$

#### ANNEXE 7 : RELEVÉ DE LA VALEUR NETTE

**INSTRUCTIONS :** Indiquez tous les biens dans lesquels vous avez un intérêt à la date du présent État financier et la valeur marchande estimative. Indiquez les dettes que vous avez et les montants que vous devez à la date du présent État financier.

Je détiens un intérêt dans les actifs suivants en Saskatchewan et ailleurs :

Type	Précisions	Valeur ou montant
État de chaque bien et nature de la propriété		
Biens réels	1	\$
	2	\$
	3	\$
Année et marque		
Voitures, bateaux, véhicules	1	\$
	2	\$
	3	\$

Description			
Autres articles de valeur (p. ex bijoux, ordinateurs, collections)	1		\$
	2		\$
	3		\$
Nom et adresse de l'institution			
Économies, placements, REER, régimes de retraite, REEE	1		\$
	2		\$
	3		\$
Nom de l'entreprise			
Assurance vie	1		\$
	2		\$
	3		\$
Description			
Autres actifs	1		\$
	2		\$
	3		\$

<b>Valeur totale de tous les biens</b>	<b>\$</b>
--	-----------

Je suis responsable des dettes ou autres obligations suivantes en Saskatchewan ou ailleurs :

Type de dette	Créancier (nom et adresse)	Montant total exigible	Paiements mensuels
Hypothèques, marges de crédit ou autres prêts d'une banque, d'une société de fiducie ou d'une société de financement		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
Soldes de cartes de crédit impayés		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
Montants de pension alimentaire impayés		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
Autres dettes		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$

<b>Montant total des dettes</b>	<b>\$</b>
---------------------------------	-----------

Résumé	
Total des actifs	\$
Soustraire la valeur totale des dettes	\$
<b>Valeur nette</b>	<b>\$</b>



**Formule 15-49  
(Règle 15-49)**

NUMÉRO DE DOSSIER \_\_\_\_\_

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN  
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE \_\_\_\_\_

PARTIE REQUÉRANTE \_\_\_\_\_

PARTIE INTIMÉE \_\_\_\_\_

ÉTAT DES BIENS DE \_\_\_\_\_

**NOTES D'INFORMATION :** Cette formule fournit des renseignements concernant les biens et les dettes à la date à laquelle la Requête ou la requête reconventionnelle présentant une revendication de biens a été déposée à la Cour (date de la requête). Vous devez indiquer tous les biens possédés, ou dans lesquels un intérêt a été détenu, par l'un des conjoints ou par les deux ou par l'un des conjoints ou par les deux et une tierce personne, à la date de la requête. Chaque section de cette formule comporte des instructions (en italique).

*Cet État des biens doit être fait sous serment ou affirmé solennellement devant un notaire public, un juge de paix, un avocat ou un commissaire aux serments. Les membres du personnel au bureau du registraire local au palais de justice sont des commissaires aux serments, vous pouvez donc faire le document sous serment ou l'affirmer solennellement devant eux au moment du dépôt.*

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_,  
(nom) (ville et province)

déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

1. Date de la requête : \_\_\_\_\_.
2. Les renseignements figurant dans le présent État des biens sont vrais et complets au mieux de ma connaissance et de mes convictions et ils énumèrent la totalité des biens familiaux possédés, ou dans lesquels un intérêt a été détenu, par l'un des conjoints ou par les deux ou par l'un des conjoints ou par les deux et une tierce personne, à la date de la requête.
3. Je reconnais que si, dans le cadre de la présente instance, je réalise que ces renseignements sont inexacts ou incomplets, je dois signifier à chacune des parties à la présente affaire et déposer à la Cour les renseignements exacts ou complets ou un nouvel état des biens mis à jour.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI

À \_\_\_\_\_, en Saskatchewan,

le \_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux serments pour la Saskatchewan

\_\_\_\_\_  
(signature)

## I. ACTIF EN SASKATCHEWAN OU AILLEURS

<b>1 : BIENS RÉELS</b>					
<p><i>INSTRUCTIONS : Indiquer les intérêts sur biens réels détenus par l'un des conjoints ou par les deux ou par l'un des conjoints ou par les deux et une tierce personne, à la date de la requête, y compris les intérêts à bail et les hypothèques. Indiquer la juste valeur marchande estimative de l'intérêt, sans déductions pour les grèvements ou les frais d'aliénation. Ceux-ci paraîtront à la partie II : Dettes et autres obligations. Par exemple, pour le foyer familial, vous écririez les noms des deux conjoints dans la première colonne et « tenance conjointe » dans la deuxième colonne. Dans la colonne suivante, vous écririez « foyer familial, 123, rue Principale », dans la quatrième colonne la valeur marchande à la date de la requête et dans la dernière colonne la valeur marchande actuelle. Indiquer tout solde de l'emprunt hypothécaire à la partie II : Dettes et autres obligations.</i></p>					
Propriétaire	Nature et genre d'intérêt	Nature du bien et adresse	Valeur estimative TOTALE	Juste valeur marchande estimative de l'intérêt	
				À la date de la requête	À ce jour
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
<b>VALEUR TOTALE DES BIENS RÉELS</b>				\$	\$

<b>2. ARTICLES MÉNAGERS DIVERS ET VÉHICULES</b>				
<p><i>INSTRUCTIONS : Indiquer la valeur marchande estimative, et non le coût de remplacement, des articles ménagers divers et des véhicules détenus par l'un des conjoints ou par les deux ou par l'un des conjoints ou par les deux et une tierce partie, à la date de la requête, sans déductions pour les grèvements ou les frais d'aliénation. Ceux-ci paraîtront à la partie II : Dettes et autres obligations.</i></p>				
Article	Description	En possession de	Juste valeur marchande estimative	
			À la date de la requête	À ce jour
Articles et appareils ménagers et meubles du ménage			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
Voitures, bateaux, remorques, autocaravanes, motoneiges, autres véhicules			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
Bijoux, objets d'art, collections, appareils électroniques, outils, équipement de sports ou de passe-temps			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
Autres articles			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
<b>VALEUR TOTALE DES ARTICLES MÉNAGERS DIVERS ET VÉHICULES</b>			\$	\$

3. COMPTES BANCAIRES ET ÉCONOMIES					
INSTRUCTIONS : Indiquer les éléments détenus par l'un des conjoints ou par les deux ou par l'un des conjoints ou par les deux et une tierce personne, à la date de la requête, par catégorie. Inclure l'argent liquide, les comptes d'épargne et les comptes chèques dans des institutions financières, les dépôts à terme, les certificats de placement garanti, les CELI, les REEE et toute autre économie.					
Propriétaire	Catégorie	Institution	Numéro de compte	Montant	
				À la date de la requête	À ce jour
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
VALEUR TOTALE DES COMPTES BANCAIRES ET ÉCONOMIES				\$	\$

Emplacement de tout coffret bancaire : \_\_\_\_\_  
(noms et adresses des institutions)

4. PENSIONS ET RÉGIMES D'ÉPARGNE-RETRAITE					
INSTRUCTIONS : Indiquer les régimes dont bénéficient l'un des conjoints ou les deux. Indiquer les nom et adresse de l'institution dépositaire du régime enregistré d'épargne-retraite. Inclure les nom et adresse du régime de pension et les précisions au sujet de la pension.					
Propriétaire	Catégorie	Institution	Numéro de compte	Montant	
				À la date de la requête	À ce jour
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
VALEUR TOTALE DES PENSIONS ET RÉGIMES DE RETRAITE				\$	\$

5. VALEURS MOBILIÈRES (Y COMPRIS LA VALEUR DES ACTIONS DANS UNE SOCIÉTÉ)					
INSTRUCTIONS : Indiquer tous les intérêts que l'un ou l'autre conjoint détient, même indirectement, dans une entreprise constituée en société. Indiquer les articles par catégorie, y compris les actions, obligations, fonds communs de placement, bons de souscription, options, débentures, billets et toute autre valeur mobilière. Indiquer la valeur marchande estimative qui vous semble la plus probable si ces articles étaient vendus sur le marché libre.					
Propriétaire	Catégorie	Description (inclure le nom de la société)	Nombre	Juste valeur marchande estimative	
				À la date de la requête	À ce jour
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
				\$	\$
VALEUR TOTALE DES VALEURS MOBILIÈRES				\$	\$

6. INTÉRÊTS DANS DES ENTREPRISES				
INSTRUCTIONS : Indiquer tous les intérêts que vous ou votre conjoint détenez, même indirectement, dans des entreprises non personnalisées, y compris des sociétés de personnes et des entreprises en coparticipation. Indiquer la valeur marchande estimative qui vous semble la plus probable, si l'entreprise devait être vendue sur le marché libre. Un intérêt dans une entreprise non personnalisée devrait figurer à la section 5 : Valeurs mobilières.				
Propriétaire	Nom de l'entreprise	Intérêt	Juste valeur marchande estimative de l'intérêt	
			À la date de la requête	À ce jour
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
VALEUR TOTALE DES INTÉRÊTS DANS DES ENTREPRISES			\$	\$

7. ASSURANCE VIE ET ASSURANCE INVALIDITÉ						
INSTRUCTIONS : Indiquer seulement les assurances détenues par l'un des conjoints ou par les deux ou par l'un des conjoints ou par les deux et une tierce personne qui ont une valeur foncière ou une valeur de rachat brute. Ne pas inclure les assurances temporaires.						
Propriétaire	Compagnie et n° de la police	Type de police	Bénéficiaire	Valeur nominale	Valeur de rachat	
					À la date de la requête	À ce jour
					\$	\$
					\$	\$
					\$	\$
VALEUR TOTALE DE RACHAT DES ASSURANCES					\$	\$

8. AUTRES BIENS				
INSTRUCTIONS : Indiquer par catégorie les autres biens ou actifs détenus. Inclure les biens de toute nature qui n'ont pas été mentionnés aux sections 1 à 7 (par exemple, l'argent liquide, les créances, les brevets ou les redevances du droit d'auteur). Indiquer leur valeur marchande estimative qui vous semble la plus exacte.				
Propriétaire	Catégorie	Précisions	Juste valeur marchande estimative de l'intérêt	
			À la date de la requête	À ce jour
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
			\$	\$
VALEUR TOTALE DES AUTRES BIENS			\$	\$

RÉSUMÉ	
INSTRUCTIONS : Inscrire les totaux des tableaux 1 à 8 ci-dessus et les additionner.	
1. BIENS RÉELS	\$
2. ARTICLES MÉNAGERS DIVERS ET VÉHICULES	\$
3. COMPTES BANCAIRES ET ÉCONOMIES	\$
4. PENSIONS ET RÉGIMES D'ÉPARGNE-RETRAITE	\$
5. VALEURS MOBILIÈRES	\$
6. INTÉRÊTS DANS DES ENTREPRISES	\$
7. VALEUR DE RACHAT DES ASSURANCES	\$
8. AUTRES BIENS	\$
<b>I. VALEUR TOTALE DE L'ACTIF À LA DATE DE LA REQUÊTE</b>	<b>\$</b>

## II. DETTES ET AUTRES OBLIGATIONS

INSTRUCTIONS : Indiquer toutes les dettes et autres obligations desquelles vous, votre conjoint ou l'un de vous deux ainsi qu'une autre personne êtes responsables. Les énumérer par catégorie, par exemple les hypothèques, charges, prêts, privilèges, billets, cartes de crédit, sommes à payer, impôts en souffrance et frais d'aliénation. Indiquer si d'autres personnes répondent de ces dettes et, le cas échéant, indiquer leurs noms. Inclure les obligations éventuelles comme les garanties données par l'un ou l'autre conjoint, en précisant qu'elles sont éventuelles.						
Type de dette	Débiteur	Créancier (nom et adresse)	Montant total	Paiements mensuels	Les paiements sont-ils effectués?	Si oui, par qui?
Sûreté immobilière			\$	\$		
			\$	\$		

(hypothèques, lignes de crédit, etc.)			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
Prêts d'une banque, d'une société de fiducie ou d'une société de financement			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
Soldes de cartes de crédit			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
Montants de pension alimentaire impayés			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		
Autres dettes			\$	\$		
			\$	\$		
			\$	\$		

<b>II. MONTANT TOTAL DES DETTES ET AUTRES OBLIGATIONS</b>	\$
---	----

### III. EXCLUSIONS

<b>DEMANDE POUR EXCLURE DES BIENS DE LA RÉPARTITION</b>			
<i>INSTRUCTIONS : Indiquer les biens déclarés dans le présent état qui étaient possédés à la date de la requête et qui, selon vous, sont exclus de la répartition en vertu des articles 23 et 24 de la Loi sur les biens familiaux.</i>			
Catégorie	Bien et motifs d'exclusion	Valeur à la date de la requête	Valeur de l'exclusion demandée
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
		\$	\$
<b>III. TOTAL DES EXCLUSIONS DEMANDÉES</b>			\$

### IV. BIENS ALIÉNÉS

<b>BIENS ALIÉNÉS DANS LES DEUX ANNÉES PRÉCÉDENTES</b>		
<i>INSTRUCTIONS : Indiquer tous les biens vendus, donnés ou autrement aliénés dans les deux années précédant la date de la requête. Indiquer la date d'aliénation de chaque article et la valeur de chaque article à la date de la requête.</i>		
Description	Date d'aliénation	Valeur
		\$
		\$
		\$
		\$
		\$

<b>IV. VALEUR TOTALE DES BIENS ALIÉNÉS</b>	
--	--

## V. RÉSUMÉ

RÉSUMÉ	
<i>INSTRUCTIONS : Consigner les totaux des parties I à IV ci-dessus.</i>	
1. VALEUR TOTALE DE L'ACTIF À LA DATE DE LA REQUÊTE	\$
2. MONTANT TOTAL DES DETTES ET AUTRES OBLIGATIONS	\$
3. TOTAL DES EXCLUSIONS DEMANDÉES	\$
4. VALEUR TOTALE DES BIENS ALIÉNÉS	\$

**Formule 15-51**  
[Règle 15-51(1)]

NUMÉRO DE DOSSIER \_\_\_\_\_

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN  
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE \_\_\_\_\_

PARTIE REQUÉRANTE \_\_\_\_\_

PARTIE INTIMÉE \_\_\_\_\_

**AVIS PRESCRIVANT LE DÉPÔT D'UN ÉTAT FINANCIER**

DESTINATAIRE : La partie intimée (ou La partie requérante), \_\_\_\_\_  
(nom)

**VOUS DEVEZ** fournir à la partie requérante (ou à la partie intimée) et déposer à la Cour dans un délai de 30 jours (ou de 60 jours, si l'autre partie vit à l'extérieur du Canada et des États-Unis d'Amérique) suivant la signification du présent avis :

1. votre État financier établi à l'aide de la formule 15-47, accompagné des annexes adéquates remplies;
2. les renseignements et documents financiers que vous devez fournir en vertu des *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* et des annexes de l'État financier ci-dessus.

FAIT à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan, le  
\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
(signature de la partie ou de son avocat)

**AVIS**

Vous devez remplir les annexes adéquates de l'État financier et y joindre les renseignements financiers exigés conformément aux *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*. Si la présente Requête comporte une demande de pension alimentaire pour enfants, mais que vous ne vous conformez pas au présent avis prescrivant le dépôt d'un état financier qui vous a été signifié, LA COUR POURRA VOUS IMPUTER UN CERTAIN REVENU ET FIXER LE MONTANT DE LA PENSION ALIMENTAIRE POUR ENFANTS QUI SERA PAYABLE EN FONCTION DU REVENU QUI VOUS A ÉTÉ IMPUTÉ. Si vous avez reçu signification d'une demande d'aliments pour enfants, veuillez consulter les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants*. SI VOUS OMETTEZ DE FOURNIR LES DOCUMENTS DEMANDÉS DANS LE DÉLAI IMPARTI, la partie réclamant la divulgation de votre état financier et de vos renseignements financiers exigibles selon les *Lignes directrices fédérales sur les pensions alimentaires pour enfants* pourra, sur préavis, solliciter de la Cour l'une ou plusieurs des ordonnances suivantes :

- a) une ordonnance tirant une conclusion défavorable à vous et vous imputant un certain revenu qu'elle juge indiqué;
- b) une ordonnance vous enjoignant de payer des aliments selon le montant qu'elle juge indiqué;
- c) une ordonnance vous enjoignant de délivrer les documents demandés dans un certain délai;
- d) une ordonnance enjoignant à votre employeur ou à une autre personne de divulguer des renseignements financiers;
- e) une ordonnance vous condamnant à des dépens visant notamment à indemniser pleinement la partie qui réclame la divulgation des frais qu'elle aura dû supporter;
- f) une ordonnance accordant à la partie qui réclame la divulgation toute autre réparation sollicitée.



SI VOUS VOUS RENDEZ COMPTE au cours de l'instance que les renseignements que vous avez fournis sont inexacts ou incomplets ou qu'un changement important s'est produit en ce qui concerne ces renseignements, vous devez signifier à chacune des autres parties à l'instance et déposer à la Cour les renseignements exacts, accompagnés de tout document à l'appui.

#### **COORDONNÉES ET ADRESSE AUX FINS DE SIGNIFICATION**

Nom de la partie : \_\_\_\_\_

Adresse aux fins de signification : \_\_\_\_\_  
*(indiquer l'adresse de voirie)*

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Numéro de télécopieur (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

Adresse de courriel (*le cas échéant*) : \_\_\_\_\_

**Formule 15-8A**  
(Règle 15-8)

NUMÉRO DE DOSSIER \_\_\_\_\_

COUR DU BANC DE LA REINE DE LA SASKATCHEWAN  
(DIVISION DU DROIT DE LA FAMILLE)

CENTRE JUDICIAIRE \_\_\_\_\_

PARTIE REQUÉRANTE \_\_\_\_\_

PARTIE INTIMÉE \_\_\_\_\_

**AFFIDAVIT DE SIGNIFICATION À PERSONNE**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, de \_\_\_\_\_,  
déclare sous serment (ou affirme solennellement) ce qui suit :

**1** Le \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_, j'ai signifié à personne à  
(jour) (mois) (année) (heure)

la partie intimée \_\_\_\_\_,  
(nom de la partie à qui la copie a été signifiée)

une copie conforme de \_\_\_\_\_,  
(titre du document)

l'original étant versé au dossier du greffe, en lui remettant une copie conforme à  
\_\_\_\_\_  
(adresse complète du lieu où la partie intimée a reçu signification)

**2** Voici comment j'ai pu établir l'identité de la partie intimée : \_\_\_\_\_.

**3** Voici l'adresse postale de la partie intimée : \_\_\_\_\_.

**4** Je crois que cette adresse postale de la partie intimée est correcte, pour les raisons suivantes : \_\_\_\_\_.

**5** Pour effectuer la signification, j'ai dû parcourir \_\_\_\_\_ kilomètres.

FAIT SOUS SERMENT (OU AFFIRMÉ  
SOLENNELLEMENT) DEVANT MOI  
à \_\_\_\_\_, en Saskatchewan,  
le \_\_\_\_\_  
2. \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Commissaire aux serments  
pour la Saskatchewan

\_\_\_\_\_  
(signature)